

# ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE 1944-1945

## SENAT

SEANCES DU 14 NOVEMBRE 1944 AU 12 NOVEMBRE 1945

### TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».  
ABREVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). *Ann.* (Annales parlementaires).

#### A

Accidents du travail. — V. Assurances sociales.

Accises. — V. Impôts : Douanes et accises.

Administrations publiques.

FONCTIONS PUBLIQUES.

*Projet de loi tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques et l'article 2 de l'arrêté-loi du 24 août 1944 relatif au personnel dirigeant, administratif et enseignant des établissements d'instruction provinciaux, communaux ou des établissements d'instruction privés subventionnés par les pouvoirs publics.*

*Doc.* — N° 16. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 18. Rapport de M. Rombauts.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 février 1945, p. 129. — Le projet est renvoyé aux commissions réunies de l'intérieur et de l'instruction publique.

Dépôt du rapport, par M. Rombauts, p. 151 (6 mars 1945).  
Discussion générale.

Discours de M. Leysen (qui parle des membres du corps enseignant), p. 167. — La discussion générale est close.  
Les articles sont adoptés sans observations, p. 167.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix et 1 abstention, p. 168 (7 mars 1945). — S'est abstenu : M. Van Dieren. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Affaires étrangères.

CHARTRE DES NATIONS UNIES.

*Projet de loi portant approbation de la Charte des Nations Unies.*

*Doc.* — N° 104. Rapport de M. Rolin.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 31 octobre 1945, p. 880. — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

GUERRE.

*Cessation des hostilités en Extrême-Orient.*

*Ann.* — M le président prononce une allocution à l'occasion de la fin des hostilités en Extrême-Orient, pp. 576 à 578.

Affaires étrangères (suite)

VISITE DU GENERAL DE GAULLE.

*Ann.* — Motion d'ordre de M. Bouilly protestant contre le fait que le Parlement n'ait pas eu l'occasion de manifester sa sympathie au général de Gaulle, lors de sa visite à Bruxelles, p. 856. — Observations de M. le président (qui déclare qu'il a adressé une lettre à ce sujet au premier ministre). — Vos, m. t. p. p. 856.

Amnistie fiscale. — V. Impôts.

Armée.

CONTINGENT.

*Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1945.*

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants le 12 octobre 1945, p. 856. — Renvoi à la commission de la défense nationale.

JUSTICE MILITAIRE.

*Projet de loi permettant pour certaines infractions de la compétence de la juridiction militaire l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent.*

*Doc.* — N° 40. Projet du gouvernement.

N° 52. Rapport de M. Coulonvaux.

*Ann.* — Dépôt du projet, par M. le vicomte du Bus de Warffame, m. j. p. 290 (18 avril 1945). — Le ministre de la justice demande un tour de faveur pour ce projet, p. 290.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 421 à 422.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 108 membres présents, p. 437 (12 juin 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants, p. 437.

MILICE.

*Citoyens appelés ou rappelés sous les drapeaux. — Projet de loi tendant à sauvegarder jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, les droits des personnes se trouvant à l'armée ou dans l'un des services et établissements qui en dépendent, ainsi que les droits des incapables ou de certaines sociétés dont elles sont les représentants légaux.*

*Doc.* — N° 33. Texte amendé par la Chambre des représentants.

N° 58. Rapport de M. Van Remoortel.

**Affaires étrangères (suite)**

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt du rapport, par M. Van Remoortel, p. 438 (12 juin 1945).

Discussion générale.

Discours de M. Van Remoortel, rapp. (qui demande au Sénat d'adopter le projet tel qu'il est amendé par la commission), p. 579. — La discussion générale est close.

Les articles et les amendements de la commission sont adoptés sans observations, y compris la suppression de l'article 15, pp. 579 à 583. — Les articles amendés sont définitivement adoptés, p. 583.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 594 (21 août 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

**Armée.****SOUS-OFFICIERS.**

*Projet de loi relatif au commissionnement de militaires de rang subalterne.*

**Doc.** — N° 39. Rapport de M. Demets.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 286, 287. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 295 (18 avril 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**Art de guérir.**

*Projet de loi portant modification de l'article 18 de la loi du 12 mars 1818 qui règle tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.*

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 2 mai 1945, p. 334. — Le projet est renvoyé à la commission de la santé publique.

**Arts, sciences et lettres.****« KONINKLIJKE VLAAMSCH E ACADEMIE VOOR GENEESKUNDE VAN BELGIE ».**

*Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Koninklijke Vlaamsche Academie voor Geneeskunde van België ».*

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 31 octobre 1945, p. 880.

**Assistance publique.****LOI ORGANIQUE.**

*Projet de loi apportant des modifications à la loi organique du 10 mars 1925, ainsi qu'à la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.*

**Doc.** — N° 32. Texte amendé par la Chambre des représentants.

N° 45. Rapport de M. Moulin.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission de la santé publique.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 404 à 406. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 101 membres présents, p. 418 (5 juin 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**Assurances sociales.****ACCIDENTS DU TRAVAIL.**

*Proposition de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.*

**Doc.** — N° 97. Proposition de M. Catala.

**Ann.** — Dépôt de la proposition par M. Catala, p. 832 (9 octobre 1945). — Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale.

Prise en considération et renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale, p. 886 (7 novembre 1945).

**Atrocités allemandes.** — V. Chambres législatives. — Sénat : Retour au pays de membres du Sénat.

**Auberge.** — V. Droit pénal

**Avocats ayant plaidé devant les tribunaux allemands.** — V. Interpellation au nom de M. Olyff.

**Avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.** — V. Finances.

**B**

**Bénéfices exceptionnels.** — V. Impôts.

**Billets de banque.** — V. Finances : Monnaie.

**Budgets.****EXERCICE 1944.**

*Projet de loi reportant au 31 juillet 1945 la clôture des opérations relatives à l'exercice 1944.*

**Doc.** — N° 70. Amendement du gouvernement.

N° 74. Rapport de M. Doutrepoint.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 5 juin 1945, p. 432. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 578 (21 août 1945).

Pas de discussion générale.

Articles et amendements du gouvernement adoptés sans observations, p. 673. — L'article unique amendé et l'article 2 nouveau sont définitivement adoptés, p. 673.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 674 (30 août 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

**CREDITS PROVISOIRES.**

*Projet de loi transitoire de finances pour 1945.*

**Doc.** — N° 11. Projet transmis par la Chambre des représentants.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 27 décembre 1945, p. 70. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt et lecture du rapport par M. Doutrepoint, p. 73 (28 décembre 1945).

Discussion générale.

Discours de MM. Doutrepoint, rapp. (qui critique la disjonction de l'art. 2 du projet voté par la Chambre des représentants et s'explique à ce sujet); Carton de Tournai (qui approuve la disjonction de l'art. 2, mais critique le maintien de la législation fiscale établie sous l'occupation et traite de cette question); Gutt, m. f. (qui répond à MM. Doutrepoint et Carton de Tournai), pp. 74 à 77. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 77.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 82 (28 décembre 1945). — Se sont abstenus : MM. baron Nothomb et Van Dieren. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets à établir pour l'exercice 1945.*

**Doc.** — N° 19. Amendements de M. Doutrepoint.

N° 29. Rapport de M. Doutrepoint.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 7 mars 1945, p. 174. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Discussion générale.

Discours de MM. Doutrepoint, rapp. (qui estime que les crédits provisoires sont le signe tangible du gâchis, que le vote du projet en discussion ne sert à rien puisque les dépenses sont engagées, signale plusieurs erreurs commises dans le projet, critique l'administration, parle d'un rapport de l'Institut belge des finances publiques relatif aux budgets et à leur présentation, et estime qu'il convient de surseoir à toute modification de présentation des budgets); Hanquet (qui parle des budgets et insiste sur le contrôle parlementaire, estimant que celui-ci n'est pas respecté par les crédits provisoires et le projet en discussion, et suggère au ministre des finances une formule temporaire de contrôle parlementaire); Gilbert (qui demande qu'on désigne rapidement un nouveau directeur général des beaux-arts, parle des anthologies scolaires et de l'épuration, demande un poste émetteur de radio pour la

**Budgets (suite)**

Wallonie et proteste contre la composition de la délégation belge à San Francisco ; Buisseret, m. i. p. (qui répond à M. Gilbert) ; Eyskens, m. f. (qui répond aux orateurs, parle de compte clearing, des dépenses du ravitaillement et annonce le dépôt prochain de budgets) ; Doutrepoint (qui répond à une affirmation de M. Hanquet), pp. 227 à 234.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 234, 235.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 264 (28 mars 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets à établir pour l'exercice 1945.*

**Doc.** — N° 54. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 69. Amendement du Gouvernement.

N° 73. Rapport de M. Doutrepoint.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 5 juin 1945, p. 432. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 578 (21 août 1945).

Discussion générale.

Discours de M. Doutrepoint, rapp. (qui regrette le recours aux crédits provisoires, se déclare partisan du dédoublement du ministère des finances, estime nécessaire une réorganisation de ce département) ; Basyn, m.d.g. (qui répond aux observations du rapporteur), pp. 669 à 670. — La discussion générale est close.

Les articles et l'amendement du gouvernement à l'art. 3 sont adoptés sans observations, pp. 671 à 673. — L'article 3 amendé est définitivement adopté, p. 673.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 23, n. 674 (30 août 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

**COLONIES (DEPENSES METROPOLITAINES).**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-XV. Projet du gouvernement.

N° 71. Rapport de M. Van Remoortel.

N° 91. Amendements du gouvernement.

**Ann.** — Dépôt du projet par M. Eyskens, m. f., p. 382 (17 mai 1945). — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 587 (21 août 1945).

Discussion générale.

Discours de MM. Godding, m. c. (qui prône un budget unique pour la colonie, parle de l'office de colonisation, du colonat, du rapatriement des coloniaux, de la liberté de transactions entre la colonie et la métropole, du shipping, de l'incidence de la Charte des Nations Unies sur nos colonies, de l'enseignement au Congo, des subsides aux missions) ; Van Remoortel, rapp. (qui parle du Conseil colonial, de la culture du coton, de l'office de colonisation, du colonat, de l'enseignement professionnel des concessions, de la question sociale et de la situation des indigènes) ; Gabriel (qui parle de la situation et de la sécurité sociale au Congo et du Musée de Tervueren) ; De Bruyne (qui traite de l'enseignement, des missions, de l'équipement financier et des subsides), pp. 890 à 896. — La discussion générale est close.

Les articles du budget sont adoptés avec les amendements du gouvernement, p. 896 (voir annexe à la séance du 7 novembre 1945).

L'article unique du projet de loi est adopté sans observations, p. 896.

L'ensemble du projet est adopté par 54 voix contre 45, p. 921 (10 novembre 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

**CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI.**

*Budget ordinaire. — Projet de loi rendant applicable à l'exercice 1945 le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1944 approuvé par l'arrêté-loi du 12 septembre 1944.*

**Doc.** — N° 34. Projet transmis par la Chambre des représentants.

**Doc.** — N° 41. Rapport de M. Van Remoortel.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

**Budgets (suite)**

Discussion générale de ce projet et de ceux arrêtant les comptes généraux de la colonie et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937 et contenant les règlements définitifs des budgets de l'exercice 1936.

Discours de MM. Gabriel (qui traite de la question sociale au Congo et demande qu'une partie du musée de Tervueren y soit consacrée) ; De Bruyne, m. c. (qui traite de la question sociale au Congo, en donne un aperçu), pp. 396, 397. — La discussion générale est close.

Discussion des articles du projet de budget pour l'exercice 1945. Les articles sont adoptés sans observations, pp. 397, 398.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 418 (5 juin 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**GENDARMERIE.**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-XVII. Projet du gouvernement.

**INSTRUCTION PUBLIQUE.**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-IX. Projet du gouvernement.

**JUSTICE.**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-V. Projet du gouvernement.

**SANTÉ PUBLIQUE.**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-VIII. Projet du gouvernement.

**TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.**

*Exercice 1945.*

**Doc.** — N° 5-XIV. Projet du gouvernement.

**CREDITS SUPPLEMENTAIRES.**

*Projet de loi autorisant des régularisations, et des transferts, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1944 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1943 et antérieurs et à l'exercice 1944.*

**Doc.** — N° 84. Modifications adoptées par la Chambre des représentants.

**Doc.** — N° 96. Rapport de M. Doutrepoint.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants le 30 août 1945, p. 676. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 824 (3 octobre 1945).

Discussion générale de ce projet et des projets de loi contenant les règlements définitifs des budgets des exercices 1929 à 1934. Discussion d'ensemble.

Discours de MM. Doutrepoint (qui commente les différents points de son rapport et parle du commissariat au rapatriement, du dépôt des budgets de 1945, des restitutions de sommes à des inciviques de 1914-18) ; De Voghel, m. f. (qui répond aux observations de M. Doutrepoint), pp. 841, 844.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 845. — L'ensemble du projet est adopté par 93 voix contre 30 et une abstention. — S'est abstenu : M. Doutrepoint, p. 845 (9 octobre 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**REGLEMENTS DEFINITIFS.**

*Exercices 1929, 1930 et 1931. — Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1929, 1930 et 1931.*

**Doc.** — N° 21. Rapport de M. Doutrepoint.

N° 75. Rapport de M. Doutrepoint.

**Ann.** — Rapporteur : M. Doutrepoint.

Discussion générale.

Discours de MM. Doutrepoint, rapp. (qui proteste contre le dépôt tardif des projets de règlement définitif, relève des irrégularités constatées dans ces projets, notamment les restitutions à des inciviques de 1914-1918) ; Eyskens, m. f. (qui demande au Sénat de voter le projet, mais s'engage à faire poursuivre la restitution des sommes indûment remboursées) ; Doutrepoint (qui se déclare d'accord avec la proposition du ministre) ; Demets (qui l'approuve également) ; Rolin (qui combat cette proposition), pp. 238 à 240. — La discussion générale est close.

**Budgets (suite)**

Discussion des articles.

Les articles 1 à 15 sont adoptés sans observations, pp. 240 à 24.

Art. : sont entendus : MM. Doutrepoint (au sujet du remboursement aux inciviques) : Eyskens, m. f. (qui propose le renvoi en commission), pp. 242, 243. — Le projet est renvoyé en commission. — Dépôt du rapport complémentaire par M. Doutrepoint, p. 579 (21 août 1945).

Voir pour la suite de la discussion, à : Budgets : Crédits supplémentaires.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 845.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 30 et une abstention, p. 849 (9 octobre 1945). — S'est abstenu : M. Doutrepoint, p. 845. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Exercices 1932, 1933, 1934. — Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1932, 1933 et 1934.*

Doc. — N° 22. Rapport de M. Doutrepoint.  
N° 75. Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Voir la discussion générale du projet de règlement définitif des budgets de 1929, 1930, 1931.

Le projet est renvoyé en commission, p. 243.

Dépôt du rapport complémentaire par M. Doutrepoint, pp. 578, 579 (21 août 1945).

Voir pour la discussion : Budgets : Crédits supplémentaires.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 845.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 30 et 1 abstention, p. 845 (9 octobre 1945). — S'est abstenu : M. Doutrepoint, p. 845. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Exercices 1935, 1936. — Projets de loi contenant : 1° le règlement définitif du budget de l'exercice 1935 ; 2° le règlement définitif du budget de l'exercice 1936.*

Doc. — N° 23. Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Voir pour la discussion générale, la discussion générale du projet de règlement définitif des exercices 1929-1931.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 243, 244.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 264 (28 mars 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Ann. — Voir pour la discussion générale, la discussion générale du projet de règlement définitif des exercices de 1929 à 1931.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 244 à 246.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 264 (28 mars 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi arrêtant le compte général de la Colonie pour l'exercice 1937 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1936.*

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

Voir pour la discussion générale, la discussion du projet rendant applicable à l'exercice 1945 le budget de l'exercice 1944 du Congo et du Ruanda-Urundi.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 398 à 400.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 418 (5 juin 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi arrêtant le compte général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1936.*

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 28 mars 1945, p. 286. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

Voir pour la discussion générale, la discussion du projet rendant applicable le budget ordinaire de l'exercice 1944 à l'exercice 1945.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 401 à 403.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 418 (5 juin 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**C.**

Caisse d'Avances et de Prêts. — V. Institutions d'intérêt public : Etablissements de crédit.

Caisse de Dépôts et de Consignations.

COMMISSION DE SURVEILLANCE.

Ann. — Nomination d'un délégué par le Sénat : M. Lezniers est proclamé membre de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations, p. 176.

Camps d'internements. — V. Prisons.

Camps de prisonniers civils en Allemagne.

*Rapport de la délégation parlementaire chargée d'inspecter les camps de prisonniers civils en Allemagne.*

Ann. — Discours de MM. Logen (qui rend compte du voyage en Allemagne de la délégation, déclare que la plus grande partie des Belges sont rentrés, parle des camps de Buchenwald, Bergen-Belsen et Dora, et insiste sur quelques points, notamment la centralisation des services d'entraide, le service des recherches, la question de l'identification des morts) ; Pauwels, m. v. c. (qui cite le nombre des Belges rapatriés et rend hommage aux services du rapatriement et aux alliés, parle des formalités à accomplir par les rentrants, des indemnités et des avantages qui leur sont accordés et examine les remarques et suggestions de la délégation parlementaire), pp. 432 à 437. — M. le Président consulte le Sénat sur le point de savoir s'il est d'accord pour que divers orateurs soient encore entendus à propos de ce rapport, et notamment M. Fobe, auteur d'une interpellation sur cette question, p. 437. — Assentiment du Sénat.

Discours de M<sup>lle</sup> Baers (qui insiste sur quelques points du rapport, et notamment sur les malades et les Belges à rapatrier de la zone russe, sur le manque d'organisation des services de rapatriement dans la dite zone) ; Harmegnies (qui relève une remarque du ministre des victimes de la guerre au sujet du retard de paiement des indemnités aux rentrants qui serait dû aux bourgmestres) ; Fobe (qui rappelle son interpellation sur le retard injustifié apporté au paiement des indemnités et allocations promises aux prisonniers politiques, et développe cette interpellation) ; Pauwels, m. v. g. (qui répond à M<sup>lle</sup> Baers et à MM. Harmegnies et Fobe), pp. 437 à 440.

Capital (Impôt sur le). — V. Impôts.

Cessation des hostilités. — V. Guerre.

Chambre législatives. - Sénat.

ANNALES PARLEMENTAIRES.

Ann. — Allocution de M. le Président à l'occasion du jubilé de cinquante ans de fonctions de M. A. Humblet, directeur des « Annales parlementaires » du Sénat, pp. 174, 175.

BUREAU DEFINITIF : FORMATION.

*Président du Sénat.* — M. Van Overbergh propose de réélire par acclamations, M. Gillon, président sortant, p. 2. — M. Gillon est réélu par acclamations président du Sénat, p. 2.

*Vice-présidents.* — M. Van Overbergh propose de réélire par acclamations MM. Vinck, Leyniers et Mullie, vice-présidents du Sénat, p. 2. — MM. Vinck, Leyniers et Mullie sont réélus par acclamations vice-présidents du Sénat, p. 2.

*Secrétaires du Sénat.* — M. Van Overbergh renouvelle sa proposition en ce qui concerne les secrétaires sortants, p. 2. — MM. Van Roosbroeck, J.-J. De Clercq, Hanquet, Dierckx, Bouilly et M<sup>lle</sup> Baers sont réélus par acclamations secrétaires du Sénat, p. 2.

CLOTURE DE LA SESSION.

Ann. — M. le ministre de l'intérieur donne lecture de l'arrêté de clôture de la session ordinaire 1944-1945, p. 978 (12 novembre 1945).

## Chambres législatives. — Sénat (suite)

## COMITE SECRET.

*Ann.* — Communication de M. le Président annonçant que le comité secret qui était annoncé pour ce jour (7 mars 1945) sera remis à une séance de la semaine suivante, à la demande d'un des groupes de l'assemblée, p. 168.  
— Assentiment du Sénat pour le mardi suivant.

## COMMISSIONS PERMANENTES.

*Ann.* — Au cours de la séance du 29 mai, M. le Président rappelle les nouvelles dispositions réglementaires concernant les réunions de commissions, qui ne peuvent se réunir durant les séances publiques, sauf exceptions dont le Président du Sénat est juge, et attire l'attention du Sénat sur cette disposition, une commission étant convoquée pour ce jour à 14 h. 30, p. 393.

*Modifications.* — Travail et prévoyance sociale : MM. Clays et R. Bernard, p. 67. — M. R. Bernard quitte la commission des affaires étrangères, p. 67.

Défense nationale : M. Pierlot à la place de M. Temmerman et M. Demets au lieu de M. Petit.

Finances : M. Pierlot à la place de M. Temmerman, et M. P. De Smet à la place de M. Ronse.

Agriculture : M. Speth à la place de M. Kronacker.

Travaux publics : M. Demets à la place de M. Kronacker.

Travail et prévoyance sociale : M. Tirou à la place de M. Kronacker, p. 217.

Instruction publique : M. Gilbert à la place de M. Buisseret.

Transports : M. Olyff à la place de M. Buisseret.

Santé publique : M. Leurquin à la place de M. Buisseret, p. 217.

Défense nationale : M. Longville à la place de M. Van Eyndonck, p. 343.

Colonies : Van Eyndonck à la place de M. Longville, et M. Dierckx provisoirement à la place de M. Godding, p. 343.

Finances : M. Loumaye provisoirement à la place de M. Godding, p. 343.

Commission de l'agriculture : M. Limage est remplacé par M. le comte de la Barre d'Erquelines, p. 421.

Commission de l'intérieur : M. Ronse en remplacement de M. le comte de la Barre d'Erquelines, p. 513.

Commission des finances : M. Loumaye à la place de M. Godding, M. Ronse à la place de M. P. De Smet ; MM. Bouilly, Disière et Vermeylen sont désignés pour cette commission, p. 514.

Commission de l'agriculture : M. Hardy, p. 514.

Commission des travaux publics : MM. Colle et De Smet en remplacement de MM. Catala et Ronse, p. 514.

Commission de la défense nationale : M. Catala, p. 514.

Commission des transports : MM. Colle et Hardy, p. 514.

Commission des colonies : M. Dierckx en remplacement de M. Godding et M. De Bruyne, p. 514.

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE.

*Ann.* — Hommage à M. Luc Somerhausen, rédacteur au « Compte rendu analytique du Sénat », rentré de captivité, p. 678.

## « BEKNOPT VERSLAG ».

*Ann.* — Hommage à M. Toussaint, directeur du service de la traduction du Sénat, à l'occasion de l'attribution du Prix Quinquennal de littérature flamande, p. 812.

## DECES.

*Ann.* — Annonce du décès de M. le comte de Hemricourt de Grunne, ancien sénateur, mort en captivité, p. 6.

Annonce du décès de MM. Vermeylen et Claessens, sénateurs cooptés et de l'arrondissement d'Anvers, et éloge funèbre par M. le Président, p. 88.

Annonce du décès de M. le baron Dubost, ancien vice-président du Sénat, p. 129.

Notification du décès de M. Joseph Dumont, ancien sénateur provincial de la Flandre orientale, p. 174.

Communication de M. le Président, qui fait part au Sénat du décès de M. Lloyd George, p. 226.

Discours de M. le Président, qui rend hommage à la mémoire du comte André de Kerchove de Denterghem, ancien sénateur, ambassadeur de Belgique et créateur, à Lisbonne, d'une organisation de secours destinée à faire parvenir des vivres en Belgique occupée, p. 298.

Annonce du décès de M. Limage, sénateur, p. 314.

Annonce du décès de M. Brunet, ministre d'Etat, membre de la Chambre des représentants, pp. 334, 335.

Hommage à la mémoire de M. Vanderpoorten, ancien ministre, mort en Allemagne. Discours de M. le Président et de M. Ronse, m. inf., pp. 393, 394.

## Chambres législatives. — Sénat (suite)

Annonce du décès de MM. Heyndels et Tincler, sénateurs, morts dans les camps allemands, p. 547.

Annonce du décès de M. Goblet, sénateur provincial du Hainaut, p. 676.

Annonce du décès de Li. André, sénateur, p. 881.

## DEMISSIONS.

*Ann.* — Annonce de la démission de M. le baron Gillès de Pélichy, sénateur de l'arrondissement Roulers-Thielt, p. 412.

## GREFFIER.

*Décès de M. Ernest Maes, greffier du Sénat.*

*Ann.* — M. le Président prononce l'éloge funèbre de M. Maes, greffier du Sénat, pp. 128, 129.

## Nomination.

*Ann.* — M. van Elderen est élu greffier du Sénat par applaudissements unanimes, p. 520. — M. van Elderen prête serment, p. 520.

## LISTES.

*Doc.* — N° 1. Liste provisoire des membres du Sénat.

N° 2. Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.

N° 3. Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.

N° 4. Liste des commissions permanentes.

## CUVERTURE DE LA SESSION.

*Ann.* — M. Vandewiele, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire 1944-1945, p. 2.

## PERSONNEL.

*Mort de MM. Jean Braem, directeur au greffe du Sénat, et Dustin, huissier du Sénat.*

*Ann.* — M. le Président prononce l'éloge funèbre de M. Jean Braem, directeur au greffe du Sénat, et de M. Dustin, huissier, morts en captivité dans les camps allemands, p. 474.

## PETITIONS.

*Doc.* — N° 51. Feuilleton n° 1.

## POURSUITES.

*Demande de levée de l'immunité parlementaire concernant M. Finné.*

*Doc.* — N° 12. Rapport complémentaire de M. Rolin (v. Document n° 177 de 1944).

*Demandes de levée de l'immunité parlementaire de MM. Lysens, Deumens, Debeuckelaere et Bologne.*

*Doc.* — N° 13. Rapport de M. Rolin.

*Ann.* — Demande concernant M. Debeuckelaere.

Les conclusions du rapport demandant le rejet de la demande sont adoptées, p. 73.

*Demande concernant M. Deumens.*

Les conclusions demandant la levée sont adoptées, p. 73.

*Demande concernant M. Lysens.*

Les conclusions demandant la levée sont adoptées, p. 73.

*Demande concernant M. Finné.*

Les conclusions demandant la levée sont adoptées, p. 73.

*Demande concernant M. Bologne.*

Observations de MM. Rutten et le Président, regrettant

les faits à charge de M. Bologne et exprimant leur sympathie à son égard, p. 73. — Les conclusions du rapport demandant la levée sont adoptées, p. 73.

*Nouvelle demande d'autorisation de poursuites relatives à M. Deumens.*

*Doc.* — N° 37. Rapport de M. Rolin.

*Ann.* — Les conclusions du rapport tendant à la levée de

l'immunité parlementaire de M. Deumens sont adoptées, p. 294.

*Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. De Lille (Léo).*

*Doc.* — N° 38. Rapport de M. Rolin.

*Ann.* — M. Vermeylen remplace M. Rolin, rapp.

Sont entendus : MM. Vermeylen (qui proteste contre

l'arrestation de M. De Lille avant que l'immunité parlementaire soit levée, puis parle du fond de la question et estime qu'il faut accorder la levée de l'immunité) ; Leyniers (qui expose la position de la droite

quand elle réclame la mise en liberté de M. De Lille

avant de statuer sur la levée de son immunité) ; vicomte

du Bus de Warnaffe, m. j. (qui parle de la portée de

## Chambres législatives. — Sénat (suite)

l'art. 45 de la Constitution); Van Roosbroeck (qui demande que le Sénat aborde d'urgence la discussion du fond de la question), pp. 287 à 291. — M. le Président communique la motion signée par MM. le baron Moyersoën, Vermeylen et Henricot, requérant la mise en liberté de M. De Lille. Sont entendus à ce sujet : MM. le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., et Orban, au sujet de l'art. 45 de la Constitution, pp. 291, 292. — Observation de M. le Président, qui fixe la procédure à suivre pour la suite des débats, p. 292.

La motion est adoptée, p. 292.

Proposition d'ajournement du débat sur le fond. Sont entendus : MM. Vermeylen, Loumaye, le Président, Jos. De Clercq et Van Roosbroeck, pp. 292, 293. — L'ajournement au mardi suivant est adopté, p. 293.

Discussion sur la demande de levée de l'immunité parlementaire. Discours de MM. Vermeylen (qui justifie encore la décision antérieure du Sénat et lui demande de voter la levée de l'immunité); De Lille (qui remercie le Sénat de sa mise en liberté, proteste contre les accusations du bourgmestre ff. de Maldeghem transmises au Sénat, y répond, justifie sa conduite sous l'occupation, déclare ne pas s'opposer à la levée de son immunité, mais invoque son état de santé pour ne plus être interné), pp. 310 à 312. — Observation de M. le Président qui fait remarquer que le Sénat n'est pas compétent pour décider le maintien en liberté de M. De Lille, p. 312. — La levée de l'immunité parlementaire de M. De Lille est adoptée, p. 312.

*Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Van Dieren.*

*Doc. — N° 67. Rapport de M. Vermeylen, P.*

*Ann. — Voir aussi : Interpellations au nom de M. Olyff. Communication de M. le Président, qui fait part au Sénat de délibérations de son bureau au sujet du cas de M. Van Dieren, des incidents survenus lors de l'interpellation de M. Olyff, et de la proposition de M. Pierlot tendant à modifier le règlement du Sénat afin d'éviter qu'un membre indésirable puisse encore siéger au Sénat; déclare que le bureau du Sénat l'avait chargé de trouver une solution qui satisfasse tout le monde; rend compte du résultat de l'entrevue qu'il a eu ensuite avec M. Van Dieren et que celui-ci, tout en affirmant qu'il n'a eu aucune activité antipatriotique sous l'occupation, a accepté de ne plus venir aux séances ou aux réunions de commissions du Sénat, sauf toutefois le cas où il serait mis directement en cause, et donne lecture de la lettre de M. Van Dieren confirmant cet accord, pp. 226, 227. — Le Sénat considère l'incident comme clos.*

*Communication de M. le Président qui fait part au Sénat d'une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Van Dieren, faite par M. l'avocat général près la Cour militaire, p. 412. — Renvoi à la commission de la justice.*

*Observation de M. le Président qui demande à l'assemblée de conserver son calme pendant ces débats et à M. Van Dieren de condenser sa pensée, p. 475.*

*Discours de MM. Van Dieren (qui examine dans quelles conditions plainte a été portée contre lui et comment la commission a examiné la chose et demande le renvoi en commission); Vermeylen (qui répond à M. Van Dieren au sujet du travail de la commission de la justice); Jos. De Clercq (qui approuve les paroles de M. Vermeylen et répond à M. Van Dieren au sujet du renvoi en commission); Rolin (qui demande au Sénat de repousser la demande d'ajournement), pp. 475 à 481. — M. Van Dieren déclare retirer sa demande de renvoi, p. 481.*

*Discours de MM. Vermeylen, rapp. (qui examine les charges invoquées contre M. Van Dieren pour la levée de son immunité parlementaire et conclut à celle-ci); M. le Président (au sujet de la suite des débats); Van Dieren (qui répond aux charges dont il est inculpé), pp. 481 à 494.*

*Discours de MM. Van Dieren (qui poursuit son exposé); De Boodt (qui se prononce contre la levée de l'immunité de M. Van Dieren); Hanquet (qui motive son vote affirmatif); Vermeylen, rapp. (qui parle en faveur de la levée); Van Dieren (qui répond à M. Vermeylen et demande que le vote soit scindé, d'une part sur l'outrage à M. Ganshof, d'autre part sur les accusations de dénonciation); baron de Dorlodot (qui déclare qu'il s'abstiendra pour pouvoir justifier son vote), pp. 496*

## Chambres législatives. — Sénat (suite)

à 499 et 502 à 513. — Observation de M. le Président qui fixe la portée du débat et demande à M. Van Dieren de terminer son discours), p. 506. — Observation de M. Pierlot, p. 508.

*Vote sur les conclusions du rapport de la commission. — Observation de M. le Président qui déclare qu'il ne peut être procédé à un vote par division, p. 520. — Les conclusions du rapport sont adoptées par 88 voix et 8 abstentions, p. 521. — Se sont abstenus : MM. Leusen, Smets, Van Dieren, Vigneron, Broekx, De Boodt, De Smet (Pierre) et Gillon, p. 521.*

## QUESTEURS DU SENAT.

*Ann. — M. Van Overbergh propose de réélire par acclamations les questeurs sortants, p. 2. — MM. Jos. De Clercq, Van Belle, Diriken, Vandewiele et le chevalier David sont réélus questeurs du Sénat, p. 2.*

*M. le Président fait part au Sénat du désir du groupe socialiste de voir M. Diriken, questeur, prisonnier en Allemagne, remplacé par M. Missiaen jusqu'au retour de M. Diriken, p. 176. — Le Sénat s'étant déclaré d'accord, M. Missiaen est proclamé questeur suppléant, p. 176.*

*M. Diriken étant libéré et ayant repris sa place au Sénat, reprend ses fonctions de questeur, p. 327.*

## REGLEMENT.

*Revision. — Proposition présentée par M. le baron Moyersoën.*

*Doc. — N° 9. Proposition présentée par M. le baron Moyersoën.*

*N° 35. Rapport de M. J.-J. De Clercq.*

*Ann. — Dépôt d'une proposition de revision par M. le baron Moyersoën, p. 67 (7 décembre 1944). — La proposition est renvoyé à la commission du règlement.*

*Communication de M. le Président qui propose à l'assemblée les noms de membres qui siégeront à la commission du règlement en plus des membres du bureau, pp. 81, 82.*

*Dépôt du rapport par M. J.-J. De Clercq, p. 229 (27 mars 1945).*

*Discussion des propositions de modification au règlement, présentées par M. le baron Moyersoën et par M. Rolin.*

*Discours de M. J.-J. De Clercq, rapp. (qui justifie les modifications proposées), pp. 316, 317. — La discussion générale est close.*

*Examen des articles du règlement modifiés par MM. le baron Moyersoën, Rolin et par la commission.*

*Les diverses modifications proposées sont adoptées sans observations, pp. 317 à 327. — L'ensemble des modifications au règlement est adopté à l'unanimité, p. 327.*

*Doc. — N° 10. Proposition présentée par M. Rolin.*

*N° 35. Rapport de M. J.-J. De Clercq.*

*Ann. — Dépôt d'une proposition de révision par M. Rolin, p. 67 (7 décembre 1944). — La proposition est renvoyée à la commission du règlement.*

*Dépôt du rapport par M. De Clercq, J.-J., p. 229 (27 mars 1945).*

*Discussion : Voir la proposition de révision de M. le baron Moyersoën.*

## RETOUR AU PAYS DE MEMBRES DU SENAT.

*Ann. — Allocution de M. le Président qui se réjouit d'avoir appris le retour au pays des sénateurs Diriken et Renard et des anciens sénateurs Soudan et François; stigmatise les crimes allemands et réclame le châtiment impitoyable des coupables et d'un peuple qui ne montre aucun sentiment de repentir, p. 299. — Discours de MM. le baron Moyersoën (qui, au nom de la Droite, s'associe aux paroles de M. le Président contre les crimes allemands, salue les prisonniers militaires et civils qui rentrent au pays, rappelle les protestations des hautes autorités belges sous l'occupation, et salue le Roi et les Princes royaux); Van Belle (qui, au nom du groupe socialiste, s'associe aux paroles de protestations de M. le Président et réclame des alliés une vigilance extrême pour l'œuvre d'épuration nécessaire du peuple allemand); Henricot (qui associe le groupe libéral aux protestations du Sénat, évoque la figure de M. Paul-Emile Janson et la famille royale et regrette que les alliés n'aient pas autorisés l'envoi d'une mission belge de secours en Allemagne); Vos, m.f.p. (qui associe le gouvernement aux paroles de protestations et d'hommage de M. le Président et des présidents des groupes), pp. 299, 300.*

**Chambres législatives. — Sénat (suite)***Retour de M. Diriken, questeur du Sénat.*

Allocution de M. le Président qui salue le retour de M. Diriken au Sénat ; M. Diriken remercie le Sénat de son accueil, évoque les camps allemands et ceux qui y sont morts, et déclare que la justice doit être prompte pour tous les collaborateurs de l'ennemi, pp. 314, 315. — M. Buisseret, m.i.p., au nom du gouvernement, s'associe à l'hommage rendu à M. Diriken, p. 315.

*Réception de M. Marius Renard.*

Discours de M. le Président qui salue le retour de M. Renard, pp. 337, 338. — Au nom du gouvernement, M. Spaak, m.a.e. s'associe aux paroles de M. le Président, p. 338. — M. Renard remercie, p. 338.

**SENATEURS COOPTES.**

*Ann.* — M. le Président annonce qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de M. Vermeylen, sénateur coopté, décédé et propose de fixer cette élection au mardi 27 février prochain, p. 90. — Assentiment du Sénat. M. le Président annonce qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de M. Limage, sénateur coopté et propose de procéder à cette élection le mardi 29 mai suivant, p. 334. — Assentiment du Sénat.

**SERVICE LEGISLATIF FLAMAND.**

*Ann.* — Communication de M. le Président qui donne lecture d'une note du directeur de ce service au sujet d'une observation de M. De Boodt, concernant le texte flamand des projets de loi, p. 796. — Observation de M. De Boodt, p. 796.

**VALIDATIONS DE POUVOIRS.**

*Ann.* — Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Clays, appelé à faire partie du Sénat à titre effectif, en remplacement de M. Coole, décédé. — M. J.-J. De Clercq donne lecture du rapport, p. 6. — Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Clays est proclamé membre du Sénat, p. 6. — Prestation de serment de M. Clays, p. 6.

Vérification complémentaire des pouvoirs de MM. Troclet, Van Hamme et Clerckx, élus par les conseils provinciaux de Liège, d'Anvers et de Limbourg, en remplacement de MM. Logen, le chevalier Dessain et Ed. Janssens. M. J.-J. De Clercq donne lecture du rapport, p. 89. — Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Troclet, Van Hamme et Clerckx sont proclamés membres du Sénat, après avoir prêté serment, p. 89.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Vermeylen, Pierre, élu sénateur coopté en remplacement de M. Vermeylen, August, décédé. M. Mullie donne lecture du rapport, p. 130. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 130.

M. Pierre Vermeylen prête serment, p. 156.

*Ann.* — Validation des pouvoirs de M. Hardy, élu sénateur en remplacement de M. Limage, décédé. M. Mullie donne lecture du rapport qui conclut à la validation des pouvoirs de M. Hardy, p. 393. — Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Hardy prête serment, p. 393.

Vérification des pouvoirs de M. Liénart, appelé à faire partie du Sénat en remplacement de M. Vanderpoorten, décédé. Le dossier est renvoyé à la commission compétente, p. 413. — M. J.-J. De Clercq donne lecture du rapport de la commission qui conclut à la validation des pouvoirs de M. Liénart, p. 421. — Les conclusions sont adoptées, p. 421.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Delecluze, élu sénateur provincial du Hainaut en remplacement de M. Goblet, décédé. M. J.-J. De Clercq donne lecture du rapport qui conclut à la validation des pouvoirs de M. Delecluze, p. 832. — Assentiment du Sénat. — M. Delecluze prête serment, p. 856.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Colle, appelé à remplacer M. le baron Gillès de Pélichy, démissionnaire. — M. Dautrepoint donne lecture du rapport qui conclut à la validation des pouvoirs de M. Colle. — Les conclusions sont adoptées et M. Colle est proclamé sénateur, pp. 452, 453.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Taillard, appelé à remplacer M. Heyndels en qualité de sénateur de l'arrondissement de Bruxelles. — M. J.-J. De Clercq donne lecture du rapport dont les conclusions sont adoptées, p. 578. — M. Taillard prête serment, p. 596.

**VOTES.**

*Ann.* — Au cours de la séance du 28 décembre 1944, M. le Président insiste pour que les membres restent en séance, des votes devant intervenir à la fin de celle-ci, p. 78.

Charte des Nations Unies. — V. Affaires étrangères.

Chabons. — V. Politique du gouvernement.

Chemins de fer. — V. Transports.

Citoyens appelés ou rappelés sous les drapeaux. — V. Armée : Milice.

Code civil. — V. Droit civil.

Code pénal. — V. Droit pénal.

Colonies.

BUDGETS COLONIAUX. — V. Budgets.

**CONSEIL COLONIAL.**

*Projet de loi reconstituant le Conseil colonial.*

*Doc.* — N° 50. Rapport de M. Van Remoortel.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 2 mai 1945, p. 334. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 450.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 110 voix et 1 abstention, p. 479 (31 juillet 1945). — S'est abstenu : M. Van Remoortel. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Nomination d'un membre du Conseil colonial.*

*Ann.* — M. Van Remoortel justifie l'attitude du groupe socialiste, p. 886. — M. Laude est élu membre du Conseil colonial, p. 886.

Commerce et Industrie.

**DUCROIRE.**

*Office national du Ducroire.*

Rapport relatif aux exercices 1940 à 1944 de l'Office national du Ducroire.

*Ann.* — Transmis par le directeur de l'office, p. 452.

**ENQUETE.**

*Projet de loi tendant à l'ouverture d'une enquête sur certaines questions économiques.*

*Doc.* — N° 55. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 76. Rapport de M. P. De Smet.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 5 juin 1945, p. 432. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires économiques.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 886, 887.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 921 (10 novembre 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**LICENCES.**

*Projets de loi portant ratification d'un certain nombre d'arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, l'exportation et le transit des marchandises.*

*Doc.* — N° 77. Rapport de M. P. De Smet.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 5 juin 1945, p. 432. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires économiques.

Pas de discussion générale.

Les articles des différents projets sont adoptés sans observations, pp. 887 à 889.

L'ensemble des trois projets est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 921 (10 novembre 1945). — Les projets sont soumis à la sanction du Prince-Régent.

**METIERS ET NEGOCES.**

*Proposition de loi sur l'organisation des métiers et des négoces.*

*Doc.* — N° 47. Proposition de M. Van Ackere. N° 98. Rapport de M. Mouben.

VOYAGEURS DE COMMERCE. — V. Professions.

Communes (responsabilité des). — V. Droit civil.

Comptabilité de l'état. — V. Finances.

**Constitution.** — V. Droit constitutionnel.

**Contrainte morale.** — V. Droit civil : Contrats.

**Cour des comptes.**

**DISSENTIMENTS ENTRE LA COUR DES COMPTES ET DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS.**

*Dissentiments entre le collège de la Cour des comptes et le ministre des finances concernant l'application des dispositions des arrêtés royaux des 15 octobre 1934 et 12 mars 1936 visant les pensions de survie.*

**Ann.** — Transmis par le collège de la Cour des comptes, p. 88.

**Crédit.** — V. Institutions d'intérêt public : Etablissements de crédit.

**Crimes et délits contre la sûreté de l'état.** — V. Droit pénal.

**D**

**Dissolution de groupements ayant porté atteinte aux institutions du peuple belge.** — V. Droit constitutionnel.

**Douanes et accises.** — V. Impôts.

**Droit civil.**

**CONTRATS.**

*Contrainte morale.*

*Projet de loi établissant une présomption légale au profit de certaines personnes victimes d'une contrainte morale.*

**Doc.** — N° 83. Projet transmis par la Chambre des représentants.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 30 août 1945, p. 676. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

**RESPONSABILITE DES COMMUNES.**

*Projet de loi tendant à exonérer les communes, dans certains cas, de la responsabilité prévue par le décret du 10 vendémiaire an IV.*

**Doc.** — N° 100. Projet transmis par la Chambre des représentants.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 31 octobre 1945, p. 880. — Renvoi à la commission de l'intérieur.

**SUCCESSIONS.**

*Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 relative au régime successoral des petits héritages, modifiée par les lois du 23 juin 1924 et du 23 avril 1935.*

**Doc.** — N° 102. Proposition de M. Ronse.

**Droit commercial.**

**VENTES A TEMPERAMENT.**

*Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.*

**Doc.** — N° 90. Rapport de M. Van Roosbroeck.

Discussion générale.

Discours de M. Van Roosbroeck, rapp. (qui explique la portée de la proposition de loi), p. 815. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 815.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 97 membres présents, p. 817 (3 octobre 1945). — La proposition est transmise à la Chambre des représentants, p. 817.

*Proposition de loi tendant à réprimer les abus en matière de vente à tempérament.*

**Doc.** — N° 103. Proposition de M. Ronse.

**Droit constitutionnel.**

**ARTICLE 82.**

*Projet de loi tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution.*

**Doc.** — N° 64. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 65. Rapport de M. Rolin.

**Droit constitutionnel (suite)**

**Ann.** — Discours de M. Van Acker, p. m., qui donne tout d'abord lecture d'une lettre de S. M. le Roi au Prince-Régent, déclare ensuite que le gouvernement fait les réserves les plus expresses sur plusieurs passages de cette lettre, notamment au sujet de la distinction entre le parlement et la nation, combat tout projet de plébiscite ou de référendum où serait posée la question du Roi, affirme qu'il n'appartient pas au Roi de régler lui-même quand il régné et ne régné pas et annonce que le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet tendant à l'exécution de l'article 82 de la Constitution, pp. 453, 455.

Discours de M. le baron Moyersoen (qui s'élève contre les paroles du premier ministre et déclare toute discussion sur la personne du Roi inconstitutionnelle) ; Van Acker, p. m. (qui affirme que le gouvernement a tout fait pour éviter un tel débat mais qu'il est devenu inévitable) ; Rolin (qui répond à M. le baron Moyersoen), pp. 455, 456. — M. le Président propose de remettre toute séance jusqu'à ce que la Chambre ait examiné le projet, p. 456. — Assentiment du Sénat.

Le projet est transmis par la Chambre des représentants (17 juillet 1945), p. 457. — Le projet est envoyé à la commission de la justice.

Dépôt et lecture du rapport par M. Rolin, p. 457 (18 juillet 1945).

Discussion générale.

Discours de MM. Orban (qui résume les objections d'ordre juridique de la minorité, estime qu'il n'appartient pas aux Chambres d'ajouter et de modifier la Constitution et déclare le projet inconstitutionnel) ; Rolin, rapp. (qui répond aux objections juridiques de la minorité) ; Carlon de Tournai (qui combat le projet et l'estime une manœuvre politique) ; Diereckx (qui apporte l'appui des libéraux au projet) ; Houben (qui estime que le projet est dirigé contre le Roi et pose diverses questions au gouvernement au sujet de la question royale) ; Van Acker, p. m. (qui répond aux reproches de M. Houben, déclare qu'il donnera toutes les explications désirables et affirme sa loyauté à la monarchie) ; Loumaye (qui estime le projet anti-constitutionnel) ; Spaak, m. aff. étr. (répond aux objections constitutionnelles, examine la portée de l'histoire de l'art. 82 et défend et justifie le projet) ; Coulonvax (qui examine à son tour l'art. 82 et estime le projet constitutionnel, combattant le principe de l'automatisme) ; Pholien (qui rencontre la pensée du gouvernement, estime la loi inconstitutionnelle et rejette son caractère de nécessité d'urgence) ; Guinotte (qui estime le projet inconstitutionnel et justifie son attitude différente de celle de ses collègues libéraux), pp. 457 à 471. — M. le baron Moyersoen justifie le vote de la droite, annonçant que celle-ci entre dans l'opposition et que celle-ci sera loyale et constructive), pp. 471, 472. — La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 472.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 58 et 5 abstentions, p. 472 (18 juillet 1945). — Se sont abstenus : MM. Pierlot, Ronse, De Bruyne, Gommans et Loumaye, p. 472.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi portant dissolution des groupements, sociétés ou organisations ayant porté atteinte aux institutions du peuple belge.*

**Doc.** — N° 92. Projet du gouvernement.

**Ann.** — Dépôt du projet par M. Grégoire, m. j., p. 693 (25 septembre 1945). — Le projet est renvoyé à la commission.

**Droit international public.**

**EXTRADITIONS.**

*Projet de loi complétant l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1833 sur les extraditions, complétée par la loi du 22 mars 1856.*

**Doc.** — N° 49. Projet du gouvernement.

N° 57. Rapport de M. Vermeylen.

**Ann.** — Pas de discussion générale.

L'article unique, amendé par la commission, est adopté sans observation, p. 579. — L'article unique est définitivement adopté, avec l'amendement de la commission, p. 579.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 594 (21 août 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

**Droit pénal.**

V. aussi Armée : Justice militaire.

**AUBERGE ET MAISONS D'HEBERGEMENT.**

*Projet de loi concernant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement.*

*Doc.* — N° 93. Projet du gouvernement

*Ann.* — Dépôt du projet par M. Gregoire, m. j., p. 693 (25 septembre 1945). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

**CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES.**

*Proposition de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2, du Code pénal.*

*Doc.* — N° 44. Proposition de MM. Rolin et P. Vermeylen. N° 63. Rapport de M. Flagey.

*Ann.* — Dépôt de cette proposition par M. Vermeylen, p. 309 (24 avril 1945). — La proposition est renvoyée à la commission de la justice.

Prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 394 (29 mai 1945).

Discussion générale.

Discours de MM. Flagey, rapp. (qui justifie la proposition de loi); Orban (qui propose l'ajournement du vote de la proposition); Delanney (qui combat la proposition de M. Orban et propose un amendement); Rolin (qui justifie la proposition et accepte l'ajournement à huitaine), pp. 583, 584. — L'ajournement est adopté, p. 585.

Reprise de la discussion.

Discours de MM. Cools (qui motive l'opposition de la droite à la proposition); Rolin (qui justifie la proposition de loi); Delanney (qui propose une modification de texte à la proposition); Flagey, rapp. (qui appuie la modification proposée par M. Delanney); Brifaut (qui parle des délits de presse); Rolin (qui défend le texte de sa proposition), pp. 812 à 814. — La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique.

L'amendement Delanney n'est pas adopté, p. 815.

L'article est adopté, p. 815.

L'ensemble de la proposition est adopté par 64 voix contre 35, pp. 816, 817 (3 octobre 1945). — La proposition est transmise à la Chambre des représentants.

**CRIMES ET DELITS CONTRE LA SECURITE PUBLIQUE.**

*Evasion. — Projet de loi modifiant l'article 333 du Code pénal.*

*Doc.* — N° 56. Rapport de M. Legrand.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 2 mai 1945, p. 334. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 578.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des membres présents, p. 594 (21 août 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**CRIMES ET DELITS CONTRE LA SURETE DE L'ETAT.**

*Projet de loi modifiant l'article 121 du Code pénal.*

*Doc.* — N° 8. Rapport de M. Rolin.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 novembre 1944, p. 6. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. Rolin, p. 22 (7 décembre 1944).

Discussion générale.

Discours de MM. Rolin, rapp. (qui pose une question au ministre de la justice au sujet de la similitude du projet et de l'article 339 du Code pénal); Verbaet, m. j. (qui répond à M. Rolin), p. 65. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 65, 66.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 96 membres présents, p. 67 (7 décembre 1944). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**E**

**Elections.** — V. Lois électorales.

**Enquêtes sur certaines questions économiques.** — V. Commerce et Industrie.

**Enseignement.****ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.**

*Personnel enseignant.* V. aussi Administrations publiques : Fonctions publiques.

*Experts comptables.* — V. Professions.

**Etablissements de crédit.** — V. Institutions d'intérêt public.

**Etats-Unis d'Amérique.**

**MORT DU PRESIDENT ROOSEVELT.** — V. Roosevelt.

**Extraditions.** — V. Droit international public.

**Experts comptables.** — V. Professions.

**F****Finances.****AVOIRS MONÉTAIRES BLOQUÉS OU TEMPORAIREMENT INDISPONIBLES.**

*Projet de loi relatif aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.*

*Doc.* — N° 72. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 85. Rapport de M. Dierckx.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 août 1945, p. 612. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

*Discussion générale,* à laquelle sont intervenues les discussions générales des projets de loi : 1° établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures à l'ennemi; 2° établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre; 3° relatif à l'amnistie fiscale; 4° établissant un impôt sur le capital.

Discours de MM. De Voghel, m. f. (qui déclare que ces projets réaliseront la phase décisive de l'assainissement monétaire en Belgique, examine l'économie générale des projets et commente brièvement chacun d'eux ainsi que les amendements acceptés ou refusés par le gouvernement); baron Moyersoen (qui expose l'attitude de la droite vis-à-vis des projets, parle de la surabondance des moyens de paiements de la dette publique, de l'absence de budgets et de l'inflation actuelle des dépenses publiques et examine le rendement et la complexité des projets en discussion); Vinck (qui déclare que les socialistes voteront les projets); Henricot (qui expose dans quel esprit les libéraux apportent leur adhésion aux mesures financières et demande au gouvernement de réduire les dépenses des administrations); Harmegnies (qui parle de l'assainissement des finances communales et des petits et moyens fonctionnaires); Loumaye (qui parle spécialement des impositions frappant les valeurs étrangères et coloniales, dénonce le rôle de la haute banque, examine la politique du gouvernement, parle du franc, des salaires, combat l'impôt sur le capital, critique la valeur quantitative de la monnaie, parle du déblocage et demande au gouvernement de modifier sa politique financière), pp. 699 à 708.

Discours de MM. Fobe (qui justifie les amendements qu'il présente aux divers projets); Hanquet (qui parle du rattachement de notre franc au bloc sterling, des éléments de nos prix de revient, de la mission Kronacker, examine les projets au point de vue moral, traite de la production et de l'outillage, de l'inflation budgétaire et du contrôle parlementaire), pp. 709 à 713.

Discours de MM. André (qui approuve les projets, parle du standart de vie des travailleurs, des réformes de structure, des dommages de guerre); le chevalier David (qui parle des monnaies mondiales et des accords monétaires internationaux); P. De Smet (qui traite notamment de la résorption monétaire, de la coopération économique internationale, de notre situation économique et justifie sa position vis-à-vis des projets); Coulonvaux (qui parle principalement des dépenses de l'Etat et propose la création d'une commission parlementaire de contrôle, donne lecture d'un ordre du jour du parti libéral); Guinotte (qui critique

**Finances (suite)**

la théorie de la valeur quantitative de la monnaie, parle des 40 p. c., d'un amendement sur l'emploi de l'emprunt forcé et de l'immunisation de l'impôt sur le capital); Dautrepoint (qui parle en ordre principal des budgets, du contrôle parlementaire et des dépenses de l'Etat); baron de Drolodot (qui combat les projets et justifie son attitude); Catala (qui critique les modalités d'application des projets d'impôts sur les bénéfices et revenus exceptionnels); De Voghel, m. f. (qui justifie les projets, parlant notamment de la circulation monétaire, de l'absence de budgets, de la gestion des deniers publics, de la dette publique, de la contraction des dépenses, du déblocage, de l'application des lois fiscales et du recouvrement des impôts spéciaux, de la théorie quantitative de la monnaie, de la reprise économique), pp. 715 à 730.

La discussion générale est close.

Discussion des articles.

**Art. 1 et amendement de M. Fobe.** Sont entendus: MM. R. Desmedt (qui parle de l'augmentation des signes monétaires et du déblocage); Vandewiele (parle de l'industrie textile et demande du déblocage en sa faveur); De Voghel, m. f. (qui combat l'amendement Fobe), pp. 732, 733. — L'article 1 est adopté, p. 733. — L'amendement Fobe n'est pas adopté, pp. 733, 734. — **Art. 2 et 3 :** Adoptés sans observations, p. 734. — **Art. 4 et amendement de la commission ;** l'article amendé est adopté, p. 734. — **Art. 5 et amendement de M. Houben.** Sont entendus : MM. De Voghel, m. f. (qui combat l'amendement); Houben (qui justifie son amendement); Carton de Tournai (qui appuie l'amendement); Vermeylen et Dierckx (qui combattent l'amendement); Houben (qui insiste sur son amendement); Carton de Tournai (qui propose un sous-amendement); le baron Moyersoen (qui soutient l'amendement); De Voghel, m. f. (au sujet de l'application de l'article), pp. 734 à 736. — Le sous-amendement et l'amendement ne sont pas adoptés, p. 736. — L'article est adopté, p. 736. — **Art. 6 :** adopté, p. 736. — **Art. 7, alinéa 1 :** adopté; alinéa 2 et amendement de M. Flagey. Sont entendus MM. Flagey et De Voghel, p. 737. — L'amendement est retiré, p. 737. — **Observation de M. Carton de Tournai, p. 737.** — L'alinéa 2 est adopté, p. 737. — **Amendement de M. Vanhonsbrouck.** Observations de M. Vanhonsbrouck (justifiant son amendement); De Voghel, m. f. (combattant l'amendement), pp. 737, 738. — L'amendement n'est pas adopté, p. 737. — L'article 7 est adopté, p. 738. — **Art. 9 et 10 :** adoptés sans observations, p. 738. — **Art. 11 :** Observations de MM. Cateau et De Voghel, p. 738. — L'article 11 est adopté, p. 739. — **Art. 12 :** adopté, p. 739. — **Art. 13 :** adopté, p. 738. — **Art. 13bis nouveau, par amendement de M. Fobe :** Observation de MM. le baron Nothomb (appuyant l'amendement); De Voghel, m. f. (rejetant l'amendement), p. 739. — Le vote par appel nominal étant demandé, l'article est réservé, p. 739. — **Art. 14 :** adopté, p. 739.

L'amendement Fobe introduisant un article 13bis nouveau est rejeté par 70 voix contre 61, p. 805.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 75 voix contre 46 et 12 abstentions, pp. 808, 809 (28 septembre 1945). Se sont abstenus : MM. De Bruyne, De Clercq, comte de la Barre d'Erquelinnes, Gabriel, Leysen, Neels, Ronse, Rutten, Van Hoestenberghé, M<sup>lle</sup> Baers, MM. Bossuyt et Broeckx, p. 809. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

**CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS.**

**Ann.** — Rapport sur les opérations de la Caisse de Dépôts et de Consignations pendant l'année 1939. Transmis par M. le ministre des finances, p. 452.

**Ann.** — M. le Président annonce que le mandat de M. Leyniers, comme membre de la commission de surveillance de la Caisse de Dépôts et de Consignations vient à expirer le 31 décembre et propose au Sénat de procéder à la nomination d'un titulaire au cours d'une prochaine séance, p. 71. — Assentiment du Sénat.

**COMPTABILITE DE L'ETAT.**

**Comptabilité des dépenses engagées.** — *Diverses délibérations du conseil des ministres, par application de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées et certains dissentiments survenus entre le Cour des comptes et des départements ministériels.*

**Doc.** — N° 31. Rapport de M. Dautrepoint.

**Ann.** — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 246.

**Finances (suite)****MONNAIE.**

**Déclaration des billets de banque.** — *Proposition de loi instituant une commission chargée d'examiner le cas des intéressés qui n'ont pas fait la déclaration des billets de banque détenus par eux dans les délais prévus par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.*

**Doc.** — N° 26. Proposition de M. Godding.

**Ann.** — Dépôt de la proposition par M. Godding, p. 83 (28 décembre 1944). — La proposition est renvoyée à la commission des finances pour le rapport sur sa recevabilité.

Prise en considération et renvoi à la commission des finances, p. 176 (13 mars 1945).

Par motion d'ordre, M. Godding déclare retirer sa proposition de loi, M. le ministre des finances se proposant de la réaliser par arrêté ministériel, p. 210.

**Fonctions publiques.** — V. Administrations publiques.

**Fournitures et prestations à l'ennemi.** — V. Impôts.

**Grèves.** — V. Politique du gouvernement.

**Guerre.**

**CESSATION DES HOSTILITES EN EUROPE.**

**Ann.** — Allocution de M. le Président du Sénat qui donne lecture au Sénat du télégramme que le bureau a envoyé à S. M. le Roi à l'occasion de sa libération; salue ensuite la libération de la Hollande, de la Norvège, du Danemark, de l'Autriche, de la Pologne; se réjouit de la fin des hostilités qui affirme le triomphe du droit et de la justice, pp. 329 à 331.

Discours de M. Vos, m. t. p., qui associe le gouvernement aux paroles de M. le Président, pp. 331, 332.

**MUSEE BELGE DE LA GUERRE MONDIALE.**

*Projet de loi instituant un musée belge de la guerre mondiale.*

**Doc.** — N° 20. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 42. Rapport de M. Matagne.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 7 mars 1945, p. 174. — Le projet est renvoyé à la commission de l'instruction publique.

• **Dépôt du rapport par M. Matagne, p. 309 (24 avril 1945).** Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 315, 316.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 101 membres présents, p. 327 (2 mai 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**OFFENSIVE ALLEMANDE DE DECEMBRE 1944.**

**Ann.** — Communication de M. le Président qui associe le Sénat aux paroles prononcées à la Chambre par le chef du gouvernement, qui affirme sa confiance dans l'issue de la lutte et exprime ses sentiments de compassion pour les populations envahies, p. 71.

Au cours de la séance du 14 février 1945, M. le Président se réjouit de voir l'envahisseur à nouveau chassé de notre territoire et s'incline devant le martyr de nos populations, et témoigne sa sympathie particulière à un membre du Sénat, le baron Orban de Xivry, p. 89.

**H**

**Habitations et logements à bon marché.**

*Bilan de la société et rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice social 1944.*

**Ann.** — Transmis par M. le ministre des finances, p. 432.

**Hébergement (Maisons d').** — V. Droit pénal : Auberge et maisons d'hébergement.

**Hygiène.***Projet de loi sanitaire.*

**Doc.** — N° 53. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 68. Rapport de M. Moulin.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 5 juin 1945, p. 432. — Le projet est renvoyé à la commission de la santé publique.

*Discussion générale.*

Discours de MM. Moulin (qui estime que cette loi sanitaire est une nécessité); Vanhosebrouck (qui parle de la consultation des académies de médecine avant toute décision importante); M<sup>re</sup> Baers (qui parle d'une politique d'ensemble de la santé publique, de la commission royale et de l'article 3 du projet); Renard (qui parle du rôle donné à la députation permanente dans le projet, souligne le manque de coordination en matière de santé publique entre les ministères, notamment au point de vue scolaire); Marteaux, m. s. p. (parle des académies de médecine, des députations permanentes, de l'autonomie communale, du manque de coordination en matière de lutte contre la maladie, répond à M<sup>re</sup> Baers au sujet de la commission royale, traite de la distribution d'eau, du logement populaire, des plaines de jeux et sports); M<sup>re</sup> Baers (qui relève les paroles du ministre au sujet de la commission royale); Marteaux, m. s. p. (qui répond à M<sup>re</sup> Baers), pp. 587 à 592.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 592, 593.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 594 (21 août 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

## I

**Importation, exportation et transit.** — V. Commerce et Industrie : Licences.

**Impôts.****AMNISTIE FISCALE.***Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale.*

**Doc.** — N° 81. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 88. Rapport de M. Harmegnies.

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 août 1945, p. 631. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Voir, pour la discussion générale, la discussion d'ensemble des projets financiers d'assainissement monétaire à : Finances : Avoirs bloqués.

*Discussion des articles.*

Art. 1. et amendements de la commission, de M. Fobe et de MM. Coulonvaux et Dierckx. Sont entendus : MM. Harmegnies, rapporteur (qui commente son rapport et les amendements acceptés par la commission); Fobe (qui justifie son amendement); baron de Dorlodot (qui demande un éclaircissement au sujet du texte de l'amendement); De Voghel, m. f. (qui répond à M. le baron de Dorlodot et combat l'amendement Coulonvaux); Coulonvaux (qui insiste sur son amendement), pp. 775, 776. — Observations de MM. Harmegnies, rapporteur, Buisseret, m. i. p., De Voghel, m. f., pp. 777, 778. — L'amendement Fobe n'est pas adopté, p. 778. — L'amendement de la commission est adopté, p. 778. — Observations de MM. Harmegnies, rapp., et De Voghel, m. f. au sujet de l'amendement Coulonvaux, p. 778. — M. Coulonvaux retire son amendement, p. 778. — L'art. 1 amendé est adopté, p. 778. — Art. 2 et 3: adoptés sans observations, p. 778.

Le Sénat décide de déroger à l'art. 50 du règlement et de ne pas procéder au vote en seconde lecture, p. 804.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents, p. 810 (28 septembre 1945).

Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

**BENEFICES EXCEPTIONNELS.***Projet de loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.*

**Doc.** — N° 80. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 87. Rapport de M. Barnich.

**Impôts (suite)**

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 août 1945, p. 631. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Voir pour la discussion générale, la discussion d'ensemble sur les projets financiers d'assainissement monétaire à : Finances : Avoirs bloqués.

*Discussion des articles.*

Discours de M. Barnich, rapp., (qui commente son rapport), pp. 745 à 747.

Art. 1 et amendement de M. Carton de Tournai. Sont entendus : MM. R. Desmedt (qui parle de l'esprit d'épargne des classes agricoles et moyennes et des conséquences de ce projet sur cet esprit); Carton de Tournai (qui justifie les changements de date qu'il propose); Barnich, rapp. (qui n'approuve pas l'amendement), pp. 748, 749. — L'amendement n'est pas adopté, p. 749. — L'article est adopté, p. 749. — Art. 2 et amendements de MM. Ronse, Tirou et Coulonvaux. Sont entendus : MM. Tirou (qui justifie l'amendement qu'il présente au § 1); Ronse (qui justifie son amendement); Coulonvaux (qui justifie son amendement au § 3); Barnich, rapp. (qui propose un sous-amendement à l'amendement Ronse); Rolin (qui présente un sous-amendement à l'amendement Ronse), pp. 750, 753. — Observations de MM. De Voghel, m. f., Barnich, rapp., Tirou (qui retire son amendement); Coulonvaux (qui insiste sur son amendement); Houben (qui appuie l'amendement Coulonvaux); De Voghel, m. f. (qui accepte cet amendement); Ronse (qui retire son amendement en faveur du texte de M. Rolin), pp. 753, 754. Le gouvernement accepte ce dernier amendement et l'article ainsi amendé est adopté, p. 754. — Art. 3 et amendements de MM. Ronse et Carton de Tournai. Sont entendus : MM. Ronse (qui justifie son amendement); De Voghel, m. f. (qui rejette l'amendement Ronse); Carton de Tournai (qui justifie son amendement), pp. 754 à 756. — Observations de M. le baron Moyersoen, Coulonvaux, De Voghel, m. f., au sujet de l'amendement Carton de Tournai, p. 756. — M. Carton de Tournai retire son amendement, p. 756. — M. Ronse demande l'appel nominal sur son amendement et l'article est réservé, p. 756. — Art. 4 et amendements de la commission et de M. Catteau. Sont entendus : MM. le chevalier David (au sujet des impôts réellement perçus); Catteau (qui justifie son amendement); Carton de Tournai et Barnich, rapp. (qui combattent l'amendement), pp. 756, 757. — M. Catteau retire son amendement, p. 757. — M. Ronse présente un nouvel amendement qu'il justifie et que M. De Voghel, m. f., accepte après une modification de texte, pp. 757, 758. — L'article et les amendements acceptés par le gouvernement sont adoptés, p. 758. — Art. 5 et amendements de la commission, de M. Carton de Tournai, de M. Ronse. Sont entendus : MM. Carton de Tournai (qui justifie ses amendements); Ronse (qui justifie son amendement); De Voghel, m. f. (qui rejette les amendements Ronse et Carton de Tournai); Carton de Tournai (qui retire son amendement); De Voghel, m. f. (qui propose une modification au § 3); Vancoillie (qui combat cette modification), pp. 758 à 761. — Observation de M. De Voghel, m. f., au sujet des dispositions prévues au § 3 de l'article 27 des lois coordonnées sur les impôts), p. 761. — L'article et les amendements de la commission et de M. Ronse sont réservés, p. 761. — Art. 6 et amendements de MM. Mullie, Carton de Tournai et Houben. Sont entendus : MM. Nihoul (qui appuie l'amendement Mullie au § 1); Mullie (qui justifie ses amendements); Théniers (qui appuie les amendements Carton de Tournai et Houben); Legrand (qui appuie l'amendement Carton de Tournai en justifiant son amendement à l'art. 13); Houben (qui justifie son amendement); Desmedt, R. (au sujet des enfants travaillant dans l'entreprise familiale); De Voghel, m. f. (qui regrette tous les amendements); Mullie (qui insiste sur son amendement); Legrand et De Voghel, m. f. (au sujet de l'amendement Legrand à l'art. 13); Carton de Tournai et Mullie (qui insistent sur leurs amendements); Dautrepoint (qui parle du coefficient 1,60); Legrand (qui insiste sur son amendement); Loumaye (qui combat l'amendement); De Voghel, m. f. (qui répond aux amendements de M. Mullie), p. 768. — L'article est réservé, p. 768. — Art. 7, 8 et 9, adoptés sans observations, pp. 768, 769. — Art. 10 et amendement de la commission; l'amendement n'est pas adopté, p. 769. — Art. 11 et amendement: l'article amendé est adopté, p. 770. — Art. 12: adopté sans observations, p. 770. — Art. 13 et amendement de la commission: l'amendement est adopté,

**Impôts (suite)**

p. 771. Amendement de M. Legrand: réservé; l'article est réservé, p. 771. — Art. 1: adopté sans observations, p. 771. — Art. 15 et amendement de la commission. M. le baron Moyersoen demande l'appel nominal et l'article est réservé, p. 771. — Art. 16, 17 et 18: adoptés sans observations, pp. 771 à 773. — Art. 19 et amendements de MM. Carton de Tournai et Fobe. Sont entendus: MM. Carton de Tournai (qui justifie son amendement); Barnich (qui combat l'amendement); Fobe (qui justifie son amendement); De Voghel (qui rejette l'amendement); Carton de Tournai (qui insiste sur son amendement); Fobe (qui retire son amendement), pp. 773, 774. — L'amendement Carton de Tournai n'est pas adopté, p. 774. — L'article est adopté, p. 774. — Art. 20: adopté sans observation, p. 774.

Le Sénat décide de déroger à l'art. 50 du règlement et de ne pas procéder à un second vote, p. 804.

Vote sur les articles réservés.

Art. 3 et 5 et amendements de M. Ronsr: les amendements sont rejetés par 78 voix contre 53, p. 806. — Art. 6 et amendement de M. Mullie: l'amendement est rejeté par 75 voix contre 55, p. 806. — Amendement de M. Carton de Tournai et Heuben: l'amendement est rejeté par 76 voix contre 57, pp. 806, 807. — Amendements de MM. Carton de Tournai à l'article 6 et Legrand à l'article 13: les amendements sont rejetés par 76 voix contre 58, p. 807. — Amendement de M. Mullie: pas adopté, p. 807. — Art. 15 et amendement de la commission: l'amendement est rejeté par 73 voix contre 55, p. 807.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 45 et 12 abstentions, p. 809 (28 septembre 1945). Se sont abstenus: MM. De Bruyne, comte de la Barre d'Erquelinnes, Gabriel, Guinotte, Leysen, Neels, Ronse, Van Hoestenbergh, M<sup>lle</sup> Baers, MM. Bossuyt et Broekx, p. 809. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

**DOUANES ET ACCISES.**

*Projet de loi concernant les accises et les douanes.*

Doc. — N° 15. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 30. Rapport de M. Godding.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 février 1945, p. 129. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 235 à 238.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 264 (28 mars 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**FISCALITE PROVINCIALE ET COMMUNALE.**

*Projet de loi modifiant pour 1945 certaines dispositions qui intéressent la fiscalité provinciale et communale.*

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 30 août 1945, p. 676. — Le projet est renvoyé aux commissions réunies des finances et de l'intérieur.

**FOURNITURES A L'ENNEMI.**

*Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi.*

Doc. — N° 79. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 86. Rapport de M. Logen.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 août 1945, p. 612. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Voir pour la discussion générale, la discussion d'ensemble sur les projets financiers à: Finances: Avoirs bloqués.

Discussion des articles.

Art. 1: observation de M. Logen, pp. 739, 740. — L'article est adopté, p. 740. — Art. 2 et 3: adoptés sans observation, p. 740. — Art. 4 et modifications de terme au texte flamand: adoptés sans observations, pp. 740, 741. — Art. 5: adopté sans observations, pp. 741, 742. — Art. 6 et amendement de la commission: observation de M. De Voghel, m. f., appuyant l'amendement; l'amendement et l'article sont adoptés, p. 742. — Art. 7 et amendement de M. Van Cauwenbergh: observations de M. Van Cauwenbergh (appuyant son amendement);

**Impôts (suite)**

De Voghel, m. f. (combattant l'amendement); Van Cauwenbergh (reirant son amendement), pp. 742, 743. — L'article est adopté, p. 743. — Art. 8: adopté sans observations, p. 743. — Art. 9 et amendement de la commission: observations de M. De Voghel, m. f. (combattant l'amendement); le baron Moyersoen (qui demande l'appel nominal), pp. 743, 744. — L'article est réservé. — Art. 10, 11, 12, 13 et 14: adoptés sans observations, pp. 744, 745.

Vote de l'article 9 réservé: l'amendement de la commission est rejeté par 75 voix contre 55 et 2 abstentions, p. 805. — Se sont abstenus: MM. Guinotte et Loumaye, p. 806.

Le Sénat décide de déroger à l'art. 50 du règlement et de ne pas procéder au vote en seconde lecture, p. 804.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 134 membres présents, p. 809 (28 septembre 1945). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

**IMPOTS DIRECTS.**

*Revenus. — Proposition de loi portant modification de la législation relative aux impôts sur les revenus.*

Doc. — N° 25. Proposition de M. Dautrepoint.

Ann. — Dépôt par M. Dautrepoint, p. 81 (28 décembre 1944). — La proposition est renvoyée à la commission des finances pour le rapport sur la recevabilité.

Prise en considération et renvoi à la commission des finances, p. 176 (13 mars 1945).

*Revenus. — Bénéfices exceptionnels. — Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1945 le délai pour l'établissement de l'impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels pour les exercices 1941, 1942, 1943.*

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 27 décembre 1945, p. 70. — Le projet est renvoyé à la commission des finances. — Dépôt et lecture du rapport par M. Dautrepoint, p. 77 (28 décembre 1945).

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 78.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents, p. 82 (28 décembre 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

**IMPOT SUR LE CAPITAL.**

*Projet de loi établissant un impôt sur le capital.*

Doc. — N° 82. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 89. Rapport de M. P. Vermeylen.

N° 94. Amendement du gouvernement.

Ann. — Voir pour la discussion générale, la discussion d'ensemble des projets financiers d'assainissement monétaire: finances: avoirs bloqués.

Discussion des articles.

Art. 1. Sont entendus: MM. Vermeylen, rapp. (qui justifie le projet); Fobe (qui parle de la valeur vénale des immeubles); Harmegnies (qui parle des finances communales et de l'estimation des immeubles); le baron de Dorlodot (qui parle du paiement de l'impôt et de la double imposition); le baron Orban de Xivry (qui traite des propriétés boisées), pp. 778 à 781. — L'art. 1 est adopté, p. 781. — Art. 2 et amendement de la commission: l'article amendé est adopté, p. 782. — Art. 3 et amendement de la commission et de M. Fobe. Sont entendus: MM. Vermeylen, rapp. (qui justifie l'amendement de la commission et insiste sur son importance); le baron de Dorlodot (qui parle du revenu cadastral et de la double imposition); De Voghel, m. f. (qui combat les amendements Fobe et traite de l'application de la loi); le baron Orban de Xivry (qui parle du cadastre); Dierckx (qui parle du recouvrement de l'impôt), pp. 783 à 786. — L'amendement Fobe n'est pas adopté, p. 786. — L'amendement de la commission est adopté, p. 786. — L'article 3 ainsi amendé est adopté, p. 786. — Art. 4 et amendements de la commission et de M. Fobe: l'amendement Fobe n'est pas adopté, p. 787. — L'article amendé par la commission est adopté, p. 787. — Art. 5: adopté sans observations, p. 787. — Art. 6 et amendements de la commission et de M. Flagey. Sont entendus: MM. Coulonvaux (qui défend l'amendement Flagey); le Président et Vermeylen (au sujet de la portée de cet amendement); De Voghel, m. f. (qui combat l'amendement Flagey), pp. 787 à 789. — L'amendement Flagey n'est pas adopté, p. 789. — Les amendements de la commission sont adoptés, p. 789. — L'art. 6 ainsi amendé est adopté, p. 789. — Art. 7 et 8: adoptés sans observations, pp. 789

**Impôts (suite)**

à 791. — Art. 9 et amendements de la commission et du gouvernement: adoptés sans observations, pp. 791, 792. — Art. 10 et amendement de M. Carton de Tournai. Sont entendus: MM. Carton de Tournai (qui défend son amendement); De Voghel, m. f. (qui combat l'amendement), pp. 792, 793. — L'appel nominal étant demandé, l'article est réservé, p. 793. — Art. 11 et 12: adoptés sans observations, pp. 793, 794. — Art. 13 et amendement de la commission. Observation de M. De Voghel, m. f., proposant une modification de texte à l'amendement. L'article amendé est adopté sans observations, p. 794. — Art. 14 et amendements de MM. Rolin c. Ronse. Sont entendus: MM. Vermeyleylen, rapp. (qui combat l'amendement Ronse et discute certains amendements Rolin); Rolin (qui justifie ses amendements); Carton de Tournai (qui appuie les considérations de M. Rolin); De Voghel, m. f. (qui défend le texte proposé à la discussion), pp. 796 à 798. — Par. 1, alinéa 1: adopté sans observations, p. 798. — Alinéa 2 et amendement de M. Rolin: adoptés, pp. 798, 799. — Amendement de M. Ronse: l'amendement n'est pas adopté, p. 799. — Alinéa 3: adopté, p. 799. — Alinéa 4 et amendement de M. Rolin. M. Rolin retire son amendement qui est repris par M. Carton de Tournai avec une modification. L'amendement n'est pas adopté, p. 799. — Par. 2 et amendement du gouvernement: adopté, p. 799. — L'art. 14 ainsi amendé est adopté, p. 799. — Art. 15: observation de M. Vermeyleylen (qui propose une modification de rédaction), p. 800. — L'article ainsi modifié est adopté, p. 800. — Art. 16: adopté sans observations, p. 800. — Art. 17 et amendement de la commission: observations de MM. le baron de Dorlodot et De Voghel, m. f., p. 801. — L'amendement de la commission est adopté, p. 801. — Art. 18 à 24: adoptés sans observations, pp. 801, 802. — Art. 25 et amendement de la commission: adoptés sans observations, p. 802. — Art. 26 et 27: adoptés sans observations, pp. 802, 803. — Art. 28 et amendement de la commission: observations de MM. Vermeyleylen et De Voghel, m. f., au sujet de cet amendement, pp. 803, 804. — Les par. 1 et 2 et amendements de la commission de l'article sont adoptés sans observations, p. 804. — Par. 3 et amendement: l'amendement de la commission n'est pas adopté, p. 804. — L'art. 28 ainsi amendé est adopté, p. 804. — Art. 29, 30 et 31: adoptés sans observations, p. 804.

Le Sénat décide de déroger à l'art. 50 de son règlement et de ne pas procéder au vote en seconde lecture, p. 804.

Vote sur l'article 10 réservé.

L'amendement de M. Carton de Tournai n'est pas adopté, pp. 807, 808.

Votes.

MM. le baron Moyersoen, De Bruyne, Carton de Tournai, Boon et Ronse justifient leurs votes sur les projets financiers d'assainissement monétaire, p. 808.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 43 et 11 abstentions, p. 810 (28 septembre 1945). — Se sont abstenus: MM. De Bruyne, De Clercq, J. Gabriel, Leysen, Neels, Ronse, Rutten, vicomte Simonis, Van Oostenberghe, M<sup>lle</sup> Baers et M. Broekx, p. 810. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

**Institutions d'intérêt public.****ETABLISSEMENTS DE CREDIT.**

*Caisse d'avance et de prêt.* — *Projet de loi autorisant le ministre des finances à rembourser à la Caisse d'avance et de prêts les sommes confisquées à son préjudice par l'autorité allemande.*

Doc. — N° 99. Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 30 août 1945, p. 676. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Bouilly, p. 874 (16 octobre 1945).

Discussion générale.

Discours de M. Bouilly (qui parle de l'utilisation des fonds de la caisse par les Allemands), pp. 896, 897. — La discussion générale est close.

**Interpellations.**

Les articles sont adoptés sans observations, p. 897.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 921 (10 novembre 1945). — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Bernard, L.*

Ann. — 1° Adressée à M. le ministre du ravitaillement par M. Louis Bernard, sur le ravitaillement en pommes de terre de la population. Demande d'interpellation, p. 227. — M. Bernard déclare renoncer provisoirement à son interpellation, le ministre lui ayant fourni certaines indications, p. 295.

2° Adressée à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale sur la législation en matière de pension de vieillesse et sur les conséquences résultant de l'application de la loi. Demande d'interpellation, p. 674. — Discussion de cette interpellation et de deux interpellations similaires de MM. Missiaen et Moulin. — Discours de MM. L. Bernard, Missiaen, Moulin, Gabriel, Petit, Troçlet, m. t. p. s., pp. 845 à 854.

*Bouilly et Spreutel.*

Ann. — 1° Adressée à M. le ministre des travaux publics par MM. Bouilly et Spreutel sur le retard apporté à l'état d'avancement des travaux dans la ville martyre de Saint-Ghislain et des communes environnantes, notamment Hornu et Wasmuel. Demande d'interpellation, p. 393. — M. le président fait part du désir des interpellateurs d'y joindre une question à M. le ministre des communications à propos de la gare de Saint-Ghislain et de commencer la prochaine séance par cette interpellation, p. 429. — Accord du Sénat.

Discussion.

Discours de MM. Bouilly (qui développe son interpellation); Spreutel (qui développe l'interpellation); Vos, m. t. p. (qui répond aux interpellateurs); Rongvaux, m. c. (qui répond, pour sa part, à l'interpellation); Harmegnies, Moulin, Delanney, Vinck, Bouilly, pp. 440 à 450. — L'interpellation est close.

*Carton de Tournai.*

Ann. — Adressée à M. le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur par M. Carton de Tournai, aux fins d'obtenir des renseignements sur les résultats de son voyage aux Etats-Unis et des précisions en ce qui concerne la déclaration qu'il a faite au journal *« bloc occidental »*. Demande d'interpellation, p. 856. — Par motion d'ordre, demande au gouvernement quand sont interpellation sera discutée, p. 878. — Observation de M. Spaak, m. a. é., p. 878.

*Catala.*

Ann. — Adressée d'urgence à M. le ministre des affaires économiques, par M. Catala, sur les mesures qu'il compte prendre pour parer aux difficultés que crée à l'industrie belge l'inégalité entre les rémunérations et avantages accordés par les services alliés au personnel belge qu'ils emploient et ceux qu'elle-même est en mesure d'allouer à ses travailleurs. Demande d'interpellation, p. 176. — M. le président fait part de ce que M. Catala a pris contact avec le ministre, et que celui-ci a estimé préférable de réunir la commission compétente et que l'interpellateur n'insiste pas sur son interpellation, p. 176.

*Coulonvaux.*

Ann. — 1° Adressée par M. Coulonvaux à MM. le premier ministre et le ministre des finances sur les mesures intéressant les évacués. Le Sénat consulté déclare l'urgence, et M. Pierlot, p. m. se déclare à la disposition du Sénat.

Discussion. Sont entendus: MM. le baron Nothomb, Coulonvaux, M<sup>lle</sup> Baers, MM. Ronse, m. i., Coulonvaux, Gutt, m. f., Olyff, comte de la Barre d'Erquelinnes, m. a., baron Nothomb, Coulonvaux et Gutt, m. f., au sujet du déblocage des avoirs des évacués, des sinistrés, pp. 83 à 86. — L'incident est clos.

2° Adressée à M. le ministre de la santé publique, par M. Coulonvaux, sur la politique du gouvernement en matière de réquisition et sur certains abus et illégalités en cette matière. Demande d'interpellation, p. 571.

## Interpellations (suite)

3<sup>o</sup> Adressée à M. le ministre de la justice, par M. Coulonvaux, au sujet de la censure et de la violation du secret des lettres adressées par des détenus inciviques à leurs avocats. Demande d'interpellation, p. 608. — Cette interpellation est jointe à une interpellation similaire de M. Pholien.

## Chevalier David.

Ann. — 1<sup>o</sup> Adressée à M. le ministre des victimes de la guerre et à M. le ministre de l'intérieur, par M. le chevalier David, sur la situation des populations des cantons de Saint-Vit, si éprouvées par la dernière offensive allemande et, d'une façon générale, sur les difficultés dans lesquelles se trouvent les cantons de l'est. Demande d'interpellation, p. 393.

2<sup>o</sup> Adressée à MM. les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, par M. le chevalier David, sur la situation de la partie de notre pays qui a été annexée unilatéralement par l'Allemagne en 1940. Demande d'interpellation, p. 576. — M. le président propose de la joindre à celle de M. le baron Nothomb sur la politique étrangère, p. 576. — Assentiment.

## De Boodt.

Ann. — Adressée à MM. les ministres de l'agriculture et du ravitaillement, par M. De Boodt, sur le plan de la mobilisation de la récolte pour 1945. Demande d'interpellation, p. 474. — Voir pour la discussion: politique du gouvernement: déclaration du gouvernement Van Acker remanié le 2 août 1945.

## Baron de Dorlodot.

Ann. — 1<sup>o</sup> Adressée au gouvernement, par M. le baron de Dorlodot, sur la déclaration à la Chambre des communes de M. Law, ministre d'Etat, au sujet de l'alimentation et du ravitaillement de la Belgique. Demande d'interpellation, p. 129. — Discussion, M. le baron de Dorlodot développe son interpellation, pp. 168 à 170. — Sont entendus: MM. Lalmand, m. r. et le baron de Dorlodot, pp. 170 à 172. — Observations de MM. Henri Bernard, le baron Orban de Xivry, Smets, p. 171. — L'interpellation est close.

2<sup>o</sup> Adressée à M. le ministre de la justice, par M. le baron de Dorlodot, sur la répression des actes antipatriotiques commis pendant l'occupation et sur la manière dont ont été appliqués, lors de la libération, l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et celui du 9 mai 1944. Demande d'interpellation, p. 188.

Le Sénat décide de fusionner cette interpellation avec celle de M. Missiaen sur le même objet et de les discuter au cours de la séance du 28 mars, p. 248. — Voir donc pour la discussion, à: interpellation: Missiaen.

3<sup>o</sup> Adressée à M. le premier ministre, par M. le baron de Dorlodot: a) sur la campagne organisée par les communistes dès 1939-1940, contre la Belgique et ses institutions ainsi que contre celles des gouvernements de ses alliés anglais, américains et français; b) sur le développement de cette campagne durant la guerre, et notamment pendant l'occupation du territoire belge par l'Allemagne; c) sur les menées révolutionnaires actuellement en cours dans le pays et sur les actes de violence en préparation contre des personnes, ainsi les imputations calomnieuses paraissant dans certaine presse et propagées par certains particuliers, imputations qui constituent de véritables provocations au meurtre; d) sur les mesures, enfin, que le gouvernement devrait prendre de toute urgence pour mettre fin à cet état de choses et punir les coupables. Demande d'interpellation, pp. 474, 475. — La discussion de l'interpellation est jointe à celle de la déclaration du gouvernement Van Acker, remanié le 2 août 1945. (Voir: politique du gouvernement.)

## Desmedt (René).

Ann. — Adressée à MM. les ministres de l'agriculture et du ravitaillement, par M. R. Desmedt, au sujet de l'opportunité des moyens destinés à la mobilisation de la récolte de 1944 et de la subordination toujours plus accentuée de la compétence du ministère de l'agriculture à celle du ministère du ravitaillement avec comme conséquence des mesures contradictoires et des situations obscures. Demande d'interpellation, p. 314.

Discussion.

## Interpellations (suite)

M. Desmedt développe son interpellation, pp. 352 à 354. — M. Delvaux, m. a., répond à l'interpellation, pp. 355 à 357. — Sont encore entendus: MM. Bouilly, Leurquin, baron Moyersoen, R. Desmedt, pp. 357, 358. — L'interpellation est close.

## P. De Smet.

Ann. — Adressée à M. le premier ministre et à M. le ministre des affaires économiques, sur la carence gouvernementale en matière de charbon et sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'approvisionnement en charbon domestique et industriel durant l'hiver prochain. Demande d'interpellation, p. 496. — La discussion de cette interpellation est jointe à celle de la déclaration du gouvernement Van Acker, remanié le 2 août 1945, pp. 496, 501.

## Doutrepoint.

Ann. — Adressée à M. le premier ministre et à MM. les ministres de la justice et des finances, au sujet: a) de l'exécution de l'arrêté-loi du 2 juin 1944 relatif à la commission Borms; b) du sort réservé aux fonctionnaires en activité ou pensionnés du département des finances; c) de l'arrêté illégal du 7 juillet 1941 en faveur de certains agents pensionnés du département des finances; d) de l'office des soi-disant victimes de la guerre, crée par l'arrêté illégal du 8 juillet 1941 des secrétaires généraux de la justice, du travail et de la prévoyance sociale et des finances. Demande d'interpellation, p. 474.

Discussion.

Discours de M. Doutrepoint (qui développe son interpellation), pp. 596 à 603. — Observation de M. le président au sujet du cas de MM. D'Haese et Goemans qui ont touché de la commission Borms, p. 597. — Discours de MM. Rolin, Grégoire, m. j. (répond à l'interpellation), pp. 608, 609. — L'interpellation est close.

## Fobe.

Ann. — Adressée à M. le ministre des victimes de la guerre par M. Fobe sur le retard injustifié apporté au paiement des indemnités et allocations promises aux rapatriés, déportés et autres. Demande d'interpellation, p. 413. — V. Camps de prisonniers civils en Allemagne: rapport de la délégation parlementaire.

## Gilbart.

Ann. — Adressée à M. le ministre de la défense nationale, par M. Gilbart, sur la suspension du journal « Le Gaulois ». Demande d'interpellation, p. 301.

Discussion.

M. Gilbart développe son interpellation, pp. 359 à 362. — Discours de MM. Bouilly, Coulonvaux, Delanney, Olvff, baron Nothomb, pp. 363 à 366. — M. Mundeleer, m.d.n. répond à l'interpellation, pp. 366 à 369. — L'interpellation est close.

## Gob.

Ann. — 1<sup>o</sup> Adressée au gouvernement, par M. Gob, sur la politique gouvernementale et les différents problèmes qui se présentent dans les cantons de l'est. Demande d'interpellation, p. 286. — Au cours de la séance du 17 mai, M. le président insiste auprès du Sénat pour que celui-ci fasse un effort pour entendre encore ce jour l'interpellation de M. Gob; celle-ci ayant été remise plusieurs fois déjà, pp. 382, 383. — Assentiment du Sénat.

Discussion.

M. Gob développe son interpellation, pp. 386, 387. — M. Van Glabbeke, m. i., répond à l'interpellation, pp. 388, 389. — Observations de MM. le baron Orban de Xivry, Gob, p. 389. — Est encore entendu: M. Olyff, pp. 389, 390. — L'interpellation est close.

2<sup>o</sup> Adressée à M. le ministre de la défense nationale, par M. Gob: 1<sup>o</sup> au sujet des prisonniers de guerre ressortissants des cantons de l'est enrôlés de force dans la Wehrmacht, au sujet des conditions de vie et de leur éventuel rapatriement; 2<sup>o</sup> sur la situation politique dans les dits cantons. Demande d'interpellation, p. 937.

## Hanquet.

Ann. — 1<sup>o</sup> Adressée au gouvernement, par M. Hanquet, sur la situation grave des populations sinistrées de la province de Liège et sur les mesures prises à cette occasion.

M. le président déclare que M. Hanquet maintient cette interpellation, p. 126.

## Interpellations (suite)

*Hanquet et Van Belle.*

**Ann.** — 2° Adressée d'urgence à M. le ministre des victimes civiles de la guerre, par MM. Hanquet et Van Belle, sur les difficultés que soulèvent en ce moment en Belgique, et plus particulièrement dans la province de Liège, le problème du rapatriement, la situation qui est faite aux rapatriés et les mesures pour y porter remède. Demande d'interpellation, p. 286. — M. le président fait part de ce que le gouvernement ayant accepté l'urgence, la discussion aura lieu au cours de la séance de ce jour, et rappelle les prescriptions réglementaires en la matière, p. 286.

Observation de M. Hanquet qui déclare que le ministre compétent étant retenu à la Chambre, les interpellateurs demandent que l'interpellation soit remise à la séance suivante, p. 295. — Assentiment du Sénat.

Discussion de cette interpellation à laquelle est jointe une interpellation de M. Harmegnies sur le retard apporté dans les dispositions à prendre en Allemagne pour faire rentrer les prisonniers et déportés. — Sont entendus: MM. Hanquet ((qui développe son interpellation); Harmegnies (qui développe son interpellation); Pauwels, m. v. g. (qui répond aux interpellateurs), pp. 301 à 307. — Observations de MM. Harmegnies, Smets et Henricot, p. 306. — Sont encore entendus: MM. Van Belle, le baron Gendebien, Henricot, le baron Orban de Xivry, le baron de Dorlodot, Pauwels, m. v. g., pp. 307 à 309. — L'interpellation est close.

**Ann.** — 3° Interpelle M. le premier ministre et les ministres de la défense nationale, de la justice et de l'instruction publique sur le grave dommage causé à l'éducation et à l'enseignement de la jeunesse par l'occupation prolongée de nombreux établissements officiels et libres à tous les degrés, par les armées alliées et belges, par le service des prisons et autres, ainsi que sur les mesures qu'ils comptent prendre pour remédier à cette situation en vue de libérer ces établissements.

## Discussion générale.

Discours de MM. Hanquet (qui développe son interpellation); Buisseret, m. i. p., Grégoire, m. j. (qui répondent à l'interpellation); Brifaut, Mundeleer, m. d. n. (qui répond à l'interpellation), pp. 825 à 830. — L'interpellation est close.

*Harmegnies.*

**Ann.** — 1° Adressée par M. Harmegnies à M. le ministre des affaires économiques, sur les conséquences désastreuses qui résultent des mesures prises par la société d'électricité du Borinage en matière de fourniture du courant. Demande d'interpellation, p. 71. — M. Harmegnies déclare renoncer à son interpellation, ayant reçu une communication du ministre compétent, qui lui donne satisfaction, p. 71.

2° Adressée à M. le ministre des victimes de la guerre, par M. Harmegnies, sur le retard apporté dans les dispositions à prendre en Allemagne pour faire rentrer les prisonniers et les déportés. Demande d'interpellation, p. 301. — Cette interpellation est jointe à celle similaire de MM. Hanquet et Van Belle, p. 301. — V. pour la discussion, au nom de MM. Hanquet et Van Belle.

3° Adressée à M. le ministre de l'intérieur, par M. Harmegnies sur la situation financière des villes et des communes. Demande d'interpellation, p. 474.

## Discussion.

Discours de MM. Harmegnies (qui développe son interpellation); Flagey, Van Glabbeke, m. i. (répondent à l'interpellation), pp. 603 à 608. — L'interpellation est close.

*Houben et Servais.*

**Ann.** — 1° Adressée à M. le ministre des affaires économiques, par MM. Houben et Servais, sur l'arrière considérable existant au département concernant les demandes d'inscription au registre du commerce et sur les mesures que le ministre compte prendre pour remédier à cette situation. Demande d'interpellation, p. 138.

2° Adressée à M. le ministre de la justice, par M. Houben, sur l'interprétation fautive donnée par l'auditorat général à l'article 115bis du Code pénal et sur la nécessité de délimiter clairement le champ d'application des lois pénales en cette matière. Demande d'interpellation, p. 535. — Cette interpellation est jointe à une interpellation similaire de M. Pholien.

## Interpellations (suite)

3° Adressée à M. le ministre des dommages de guerre, par M. Houben sur l'inutilité et les difficultés pour les sinistrés d'introduire une nouvelle déclaration prévue par l'arrêté du 19 octobre dernier. Demande d'interpellation, p. 8881.

*Loumaye.*

**Ann.** — Interpellation de M. Loumaye à M. le ministre des finances sur la politique monétaire du gouvernement. Demande d'interpellation, p. 394. — M. Loumaye demande l'urgence et l'interpellation est fixée à huitaine, p. 394.

## Discussion de l'interpellation.

M. Loumaye développe son interpellation, pp. 413 à 418. — M. Eyskens, m. f., répond à l'interpellation, pp. 419 à 421. — L'interpellation est close.

*Missiaen.*

**Ann.** 1° Adressée à M. le ministre de l'instruction publique par M. Missiaen, au sujet de la situation de l'enseignement primaire. M. le Président annonce que cette interpellation aura lieu le 20 mars prochain, p. 140.

## Discussion.

M. Missiaen développe son interpellation, pp. 210 à 214. — Observation de M. le président qui propose au Sénat de déroger au règlement concernant les interpellations, vu le caractère particulier de cette interpellation, pp. 212, 214. — Discours de M. Buisseret, m. i. p., qui répond à l'interpellation, pp. 214, 215 et 217 à 219. — Sont encore entendus: MM. Bouilly, Brifaut, Olyff, Missiaen, Buisseret, m. i. p., pp. 219 à 223. — L'interpellation est close. — Observation de M. le président soulignant la dignité et la sérénité du débat, p. 223.

2° Adressée à M. le ministre de la justice, par M. Missiaen, sur la politique du gouvernement, au sujet de la 5° colonne et des collaborateurs économiques. Observation de M. Missiaen, qui déclare maintenir cette interpellation, p. 126. — Communication de M. le président qui annonce que cette interpellation est fixée au 29 mars, p. 140. — A l'occasion d'une fixation de l'ordre du jour, cette interpellation est renvoyée au mardi 27 mars, p. 217. — L'interpellation est reportée au 28 mars, et fusionnée avec celle de M. le baron de Dorlodot, sur le même objet, p. 248.

## Discussion des deux interpellations.

M. Missiaen développe son interpellation, pp. 258 à 261. — M. le baron de Dorlodot développe son interpellation, pp. 261 à 264. — Sont encore entendus: MM. le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., qui répond à l'interpellation, Olyff, Cools, J. De Clercq, Missiaen, Smets, De Boodt, pp. 265 à 274. — Fait personnel de M. Dautrepoint au sujet d'une imputation qu'il a faite à charge de M. De Boodt, p. 275. — Observation de M. le président à ce sujet, p. 275. — M. Dautrepoint retire ses paroles. — Fait personnel de M. Olyff au sujet de paroles dites à son adresse par M. De Boodt, p. 275. — M. De Boodt retire ses paroles, p. 275. — L'interpellation est close.

3° Adressée à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, par M. Missiaen, au sujet des suites malheureuses découlant de l'application actuelle de la loi sur les pensions de vieillesse. Demande d'interpellation, p. 674. La discussion de cette interpellation est jointe à une similaire de M. L. Bernard (voir ce nom).

*Moulin et Harmegnies.*

**Ann.** — 1° Adressée à M. le ministre des affaires économiques, par MM. Moulin et Harmegnies, sur les difficultés d'obtenir des autorisations de se faire immatriculer au greffe du tribunal de commerce et sur la façon dont se fait la répartition des matières premières, notamment dans l'industrie de la bonneterie. Demande d'interpellation, p. 358.

2° Adressée à M. le ministre des affaires économiques, par M. Moulin, sur la façon dont se fait la répartition des matières premières dans l'industrie de la bonneterie. Demande d'interpellation, p. 674.

3° Adressée à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, par M. Moulin, sur l'interprétation de certaines dispositions de la loi du 15 décembre 1937, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, et l'arrêté du 9 juin 1945, relatif aux mêmes objets. Par motion d'ordre, M. Moulin proteste parce que son interpellation ne figure pas encore à l'ordre du jour et demande qu'elle soit jointe à celles similaires de MM. L. Bernard et Missiaen, p. 812. (V. à Bernard, L.)

**Interpellations (suite)****Mullie.**

**Ann.** — 4<sup>e</sup> Adressée au gouvernement, par M. Mullie, au sujet de l'importance primordiale pour le pays d'une politique qui assure une production agricole la meilleure. Demande d'interpellation, p. 334.

(V. pour la discussion, politique du gouvernement, déclaration du gouvernement Van Acker remanié le 2 août 1945.)

5<sup>e</sup> Adressée à M. le ministre de l'agriculture, par M. Mullie, sur la responsabilité gouvernementale relativement à la récolte éventuellement déficitaire des pommes de terre dans le pays. Demande d'interpellation, p. 812.

**Baron Nothomb.**

**Ann.** — 1<sup>e</sup> Adressée au gouvernement, par M. le baron Nothomb, sur les mesures prises et à prendre pour secourir efficacement les populations victimes de la récente invasion.

M. le président déclare que M. le baron Nothomb maintient cette interpellation, p. 126. — Motion d'ordre de M. le baron Nothomb faisant part au Sénat des résultats qu'il a obtenus au cours d'une conférence chez M. le premier ministre et qu'en conséquence il renonce temporairement à son interpellation, p. 138.

2<sup>e</sup> Adressée à M. le ministre de l'information, par M. le baron Nothomb, au sujet de la politique et du fonctionnement de son département. Demande d'interpellation, p. 251.

**Discussion.**

M. le baron Nothomb développe son interpellation, pp. 335 à 339. — M. Ronse, m. l., répond à l'interpellation, pp. 339 à 343. — Observations de MM. Bouilly, baron Nothomb, p. 341. — L'interpellation est close.

3<sup>e</sup> Adressée à M. le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, sur les déficiences de la politique extérieure du gouvernement vis-à-vis du problème des réparations et des sécurités à exiger de l'Allemagne. Demande d'interpellation d'urgence, p. 496. — L'interpellation est fixée au mardi 24 août 1945, pp. 533, 534.

Discussion de cette interpellation et de celle de M. le chevalier David, sur la situation de la partie de notre pays qui a été annexée unilatéralement par l'Allemagne en 1940.

Discours de MM. le baron Nothomb (qui développe son interpellation); le chevalier David (qui développe son interpellation); Loumaye, Mertens, baron de Drolodot, Carton de Tournai, baron Orban de Xivry, pp. 612 à 630. — Observations de M. Spaak, m. a. é., pp. 616, 618, 624, 626, 627, 629, 630.

Sont encore entendus : MM. F. Demets, Rolin, Orban, pp. 656 à 659. — Discours de MM. Spaak, m. a. é. (qui répond à l'interpellation, exposant la politique étrangère du gouvernement); Van Glabbeke, m. i. (qui répond à M. le chevalier David), pp. 659 à 668. — M. le baron Nothomb dépose un ordre du jour de confiance en la politique étrangère du gouvernement, avec MM. Rolin et Henricot, pp. 668, 669. — L'ordre du jour est adopté par assis et levé, à l'unanimité, sauf l'abstention de M. le baron de Drolodot, p. 669. — L'interpellation est close.

4<sup>e</sup> Adressée, par M. le baron Nothomb, au gouvernement: 1<sup>o</sup> sur les instructions données à la radiodiffusion nationale belge de ne pas diffuser le message récent de S. M. le Roi; 2<sup>o</sup> sur la saisie et la suspension du journal « Le Quotidien », qui constitue une violation caractérisée de la liberté de la presse. M. le baron Nothomb demande l'urgence et justifie cette demande, p. 832.

(V. la discussion à : Politique du gouvernement.)

**Olyff.**

**Ann.** — Adressée à M. le premier ministre, par M. Olyff, sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour empêcher la trahison de continuer à empoisonner le pays. Demande d'interpellation, p. 183. — Communication de M. le président qui déclare que l'interpellateur ayant demandé l'urgence et le gouvernement l'ayant acceptée, cette interpellation viendra en fin de séance de ce jour, p. 185.

**Discussion.**

M. Olyff développe son interpellation, pp. 197, 198. — Sont entendus : MM. Van Dieren (qui répond aux paroles de M. Olyff à son égard); le président (qui demande à l'assemblée de garder tout son calme et de laisser M. Van Dieren exposer ce qu'il a à dire pour sa défense; situe exactement le texte et la portée de la

**Interpellations (suite)**

décision prise par le bureau du Sénat à l'égard de M. Van Dieren); Van Glabbeke, m. i. (qui répond à l'interpellation); Van Acker, p. m. (qui répond également à l'interpellation), pp. 198 à 205. — Observations de MM. Pierlot, Spaak, m. a. é., Rombaut (ce dernier au sujet des avocats ayant plaidé devant les tribunaux allemands), pp. 199, 202. — Sont encore entendus : MM. Olyff, Bouilly (qui demande la clôture des débats, par motion d'ordre); Van Eyndonck, Pierlot, Van Dieren, pp. 205 à 208. — M. Pierlot ayant proposé une modification au règlement afin de pouvoir exclure un membre du Sénat, ce dernier se déclare d'accord pour que le président en saisisse officiellement le bureau, p. 207.

Communication de M. le président au sujet de l'observation de M. Rombaut relative aux avocats ayant plaidé devant les tribunaux allemands, donne lecture d'une lettre de protestation du comité de défense patriotique devant les conseils de guerre allemands, et fait la mise au point de l'incident, p. 293. — Observations de MM. Pierlot, Spaak, m. a. é., Rombaut, pp. 199, 202. — Sont encore entendus: MM. Olyff, Bouilly (qui demande la clôture des débats par motion d'ordre); Van Eyndonck, Pierlot, Van Dieren, pp. 205 à 208. — M. Pierlot ayant proposé une modification au règlement afin de pouvoir exclure un membre du Sénat, le Sénat se déclare d'accord pour que son président en saisisse officiellement le bureau, p. 267.

**Orban.**

**Ann.** — Adressée à M. le ministre du ravitaillement, par M. Orban, au sujet de certaines déficiences en matière de ravitaillement et l'emploi de la radio nationale par M. le ministre du ravitaillement en vue d'endosser la responsabilité de ces déficiences à certains groupements agricoles. Demande d'interpellation, p. 638.

**Pholien.**

**Ann.** — 1<sup>e</sup> Adressée à M. le premier ministre, par M. Pholien, aux fins de lui demander les mesures qu'il compte prendre en raison des désordres qui se révèlent partout dans le pays sous le prétexte de réprimer l'incivisme. M. Pholien demande l'urgence pour son interpellation, p. 343. — L'interpellation est fixée au jeudi suivant, p. 343.

**Discussion.**

M. Pholien développe son interpellation, pp. 372 à 376.

M. Van Glabbeke, m. i., répond à l'interpellation, pp. 378 à 382. — Observations de MM. De Boodt, le président, Orban, pp. 379, 380. — Sont encore entendus: MM. Flagey, baron Moversoen, Van Eyndonck, le baron de Drolodot, le baron Orban de Xivry, pp. 383 à 386. — L'interpellation est close.

2<sup>e</sup> Adressée à M. le ministre de l'intérieur, par M. Pholien, sur les circonstances dans lesquelles il a cru pouvoir mettre fin aux fonctions de gouverneur du Brabant de M. Herinckx, qui avait été désigné à cette haute fonction par arrêté pris à Londres, le 2 septembre 1944, en hommage pour la vaillante résistance qu'il avait opposée aux entreprises de l'ennemi. Demande d'interpellation d'urgence, p. 496. — La discussion de cette interpellation est jointe à celle de la déclaration du gouvernement Van Acker remanié le 2 août 1945, pp. 496, 501.

3<sup>e</sup> Adressée à M. le ministre de la justice, par M. Pholien, sur l'urgente nécessité d'instaurer enfin une politique raisonnable dans la poursuite des infractions commises à l'occasion de la guerre. Demande d'interpellation, p. 535. — Discussion de cette interpellation et de l'interpellation de M. Houben, sur l'interprétation fautive donnée par l'auditorat général à l'article 115bis du Code pénal et sur la nécessité de délimiter clairement le champ d'application des lois pénales en cette matière, ainsi que l'interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la censure et de la violation du secret des lettres adressées par des détenus inciviques à leurs avocats.

Discours de MM. Pholien, Houben et Coulonvaux qui développent leurs interpellations, pp. 632 à 645. — Discours de M. Grégoire, m. j., qui répond aux interpellateurs, pp. 645 à 654. — Observations de MM. Buisseret, m. i. p., Carton de Tournai, pp. 645, 651.

Discours de MM. le baron de Drolodot, Hanquet, Cools, pp. 678 à 683. — M. le président annonce le dépôt d'un ordre du jour signé par MM. Rolin et Dierckx, pp. 683, 684.

## Interpellations (suite)

Sont encore entendus : MM. Olyff, Rolin, Carton de Tour-nai, Catteau, Pholien, Jos. De Clercq, Grégoire, m. j., pp. 684 à 697. — L'interpellation est close.

M. le président annonce qu'un second ordre du jour a été déposé par MM. le baron Moversoen, Van Overbergh et Pholien, p. 713. — Observations de MM. le baron Moversoen, le président, Dierckx, Rolin et Coulonvaux au sujet des ordres du jour, pp. 713, 714. — La priorité est accordée à l'ordre du jour de MM. Rolin et Dierckx, p. 714. — Les alinéas 1, 2, 3 et 4 sont adoptés, p. 714. — L'ensemble de l'ordre du jour est adopté par 70 voix contre 52, p. 715.

4° Adressée à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice, sur les conditions dans lesquelles le gouvernement, au mépris des droits de la Constitution, confère aux Chambres, à l'encontre du vote émis le 4 septembre 1945 par la commission de la justice de la Chambre et du Sénat délibérant en commun et surabondamment en violation de la promesse faite par le premier ministre à la tribune du Sénat, s'est permis de prendre un arrêté paru au « Moniteur » des 1 et 2 octobre 1945, abusivement qualifié d'« arrêté-loi sur l'épuration civique », accomplissant de la sorte, de propos délibéré, un acte à la fois dictatorial et d'allure partisane, alors que son devoir est, en raison de la nature et de l'importance du problème traité, de saisir sans tarder le parlement d'un projet de loi. Demande d'interpellation, p. 812.

(V. la discussion à : Politique générale du gouvernement.)

## Rutten.

Ann. — Adressée à M. le ministre de la santé publique, par M. Rutten, sur les nominations faites récemment au conseil général et au comité exécutif de la Croix-Rouge. Demande d'interpellation, p. 358.

## Discussion.

Discours du R. P. Rutten (qui développe son interpellation), pp. 406, 407. — M. Marteaux, m. s. p., répond à l'interpellation, pp. 408, 409. — Est encore entendu : le R. P. Rutten, p. 409. — L'interpellation est close.

Servais. — V. Houben et Servais.

## Sobry.

Ann. — Adressée par M. Sobry à MM. les ministres des victimes de la guerre, de l'agriculture et du ravitaillement, au sujet de la situation déplorable dans laquelle se trouvent les agriculteurs de la Flandre occidentale, sinistrés par les inondations. Demande d'interpellation, p. 295. — Discussion. M. Sobry développe son interpellation, pp. 275 à 278. — Sont encore entendus : MM. le baron Orban de Xivry, R. Desmedt, Ronse, m. int., pp. 275 à 280. — L'interpellation est close.

2° Adressée à MM. les ministres du ravitaillement et de l'agriculture, par M. Sobry, sur les mesures de réglementation toujours plus sévères depuis la libération, en matière de produits agricoles et sur leurs répercussions défavorables sur l'économie agricole en général et le ravitaillement en particulier. Demande d'interpellation, n. 301.

## Discussion.

Discours de M. Sobry (qui développe son interpellation), pp. 344 à 347. — M. Lalmand, m. r., répond à l'interpellation, pp. 347 à 349. — Sont encore entendus : MM. Nihoul et le baron Orban de Xivry, pp. 349, 350.

3° Adressée à M. le ministre du ravitaillement, par M. Sobry sur la situation impossible dans laquelle sont placés les cultivateurs sinistrés de la Flandre occidentale par les règlements sévères en matière de ravitaillement et inexécutables pour eux. Demande d'interpellation, p. 474. — (V. pour la discussion, politique du gouvernement : déclaration du gouvernement Van Acker, remanié le 2 août 1945.)

Spreutel. — V. au nom de M. Bouilly.

## \* Vanhonsbrouck.

Ann. — Adressée à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, par M. Vanhonsbrouck, relative aux suites désavantageuses résultant du manque de collaboration entre le gouvernement et l'association professionnelle de médecine en ce qui concerne l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

## Discussion.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1944-1945.

## Interpellations (suite)

Discours de M. Vanhonsbrouck, qui développe son interpellation, pp. 422 à 424. — M. Troclet, m. t. p. s., répond à l'interpellation, pp. 424 à 428. — Sont encore entendus : MM. J.-J. De Clercq, Jauniaux et Vanhonsbrouck, pp. 428 à 429. — L'interpellation est close.

## Van Remoortel.

Ann. — Adressée par M. Van Remoortel à M. le ministre des colonies, sur le retard apporté à résoudre certaines questions d'ordre social ou fiscal, retard qui a provoqué dans la colonie un vif mécontentement et un état d'esprit qui réclame de promptes mesures d'apaisement. Demande d'interpellation, p. 71.

## Van Roosbroeck.

Ann. — Adressée à MM. les ministres du travail et de prévoyance sociale et des finances, par M. Van Roosbroeck, au sujet : 1° du plafond de 24.000 francs (art. 4 de la loi sur les conseils de prud'hommes); 2° des jetons de présence des conseillers prud'hommes (art. 94 de la même loi); 3° du plafond de 24.000 francs (art. 29 de la loi sur le contrat d'emploi). Demande d'interpellation, p. 475. — V. à « politique du gouvernement », la déclaration du gouvernement Van Acker, remanié le 2 août 1945.

## Vinck.

Ann. — Adressée par M. Vinck, à M. le ministre des affaires économiques au sujet de l'application abusive en matière de tarification électrique, de son arrêté ministériel du 12 octobre 1944. Demande d'interpellation, p. 71. — M. Vinck déclare renoncer provisoirement à son interpellation, une solution semblant intervenir dans le sens qu'il désirait, p. 81.

## J

Jonction Nord-Midi. — V. Transports : Chemins de fer.

## L

Libération de divers pays. — V. Guerre : Cessation des hostilités en Europe.

Licences. — V. Commerce et Industrie.

Listes. — V. Chambres législatives - Sénat.

Lois électorales.

## ELECTEURS.

Proposition de loi modifiant le titre I du Code électoral.

Doc. — N° 46. Proposition de M. Servais.

Ann. — Prise en considération et renvoi à la commission de l'intérieur, p. 394 (29 mai 1945).

## ELIGIBILITE DES CANDIDATS.

Proposition de loi instituant la vérification préalable de l'éligibilité des candidats aux élections législatives, provinciales et communales.

Doc. — N° 61. Rapport sur la recevabilité de M. Orban.

N° 62. Proposition de M. Rolin.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Rolin, p. 177 (13 mars 1945).

Prise en considération et renvoi à la commission de l'intérieur, p. 475 (31 juillet 1945).

## M

Maisons d'hébergement. — V. Droit pénal : Auberge.

Mesures financières. — V. 1° Finances, 2° Impôts.

Métiers et Négoces. — V. Commerce et Industrie.

## Ministres et départements ministériels.

## MINISTRES D'ÉTAT.

**Ann.** — Allocution de MM. le président, Vinck et Dierckx, au sujet de la nomination de ministres d'Etat, de trois membres du Sénat. : MM. Gillon, Pierlot et Dierckx, pp. 677, 678.

**Monnaie.** — V. Finances.

## Motion d'ordre.

**Bouilly.**

**Ann.** — Interpellation de M. Olyff sur la trahison. Propose de clôturer le débat, p. 206.

Dans le but d'obtenir du ministre des affaires économiques qu'il dépose le projet de loi promis depuis longtemps relatif aux registres du commerce, p. 656.

Proteste contre le fait que le Parlement n'ait pas eu l'occasion de manifester sa sympathie au général de Gaulle lors de sa visite à Bruxelles, p. 856.

**Carton de Tournai.**

Demande au gouvernement quand son interpellation relative aux conversations du ministre des affaires étrangères aux Etats-Unis, sera discutée, p. 878. — Observations de M. Spaak, m. à. é., p. 878.

**Demets.**

**Ann.** — Rappelle une proposition de loi déposée par M. Catteau et lui-même et tendant à la création d'un institut national d'experts comptables, souligne l'intérêt et la nécessité de la chose et demande au ministre de l'instruction publique d'en faire hâter l'examen par l'office de l'enseignement technique qui doit en être saisi depuis 1938, p. 327.

**Baron de Dorlodot.**

**Ann.** — 1° Fait une rectification au « Compte rendu analytique », relative à son discours prononcé lors de la discussion de la déclaration du gouvernement de M. Van Acker, p. 152.

2° Proteste contre la distribution tardive des projets d'arrêtés-lois soumis aux commissions parlementaires et demande à M. le président de bien vouloir renouveler ses démarches auprès du gouvernement, p. 309.

**Godding.**

**Ann.** — Déclare retirer sa proposition de loi instituant une commission pour le dépôt tardif des billets de banque, M. le ministre des finances comptant la réaliser par un arrêté ministériel, p. 210.

**Legrand.**

**Ann.** — Signale une omission au « Compte rendu analytique » au sujet du vote sur la motion de confiance au gouvernement lui-même ayant voté négativement alors que son nom n'y est pas mentionné, p. 587.

**Baron Moyersoen.**

**Ann.** — 1° Déclare qu'il avait l'intention de présenter quelques observations au sujet du discours prononcé à la radio par M. Van Acker, p. m. à la suite du vote par le Sénat de l'amendement au projet de pouvoirs extraordinaires, mais qu'en l'absence du premier ministre il se réserve de soulever cette question lors de la discussion du nouveau projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, p. 177.

2° Proteste contre l'envoi tardif des projets d'arrêtés-lois aux commissions parlementaires compétentes, contre la convocation hâtive de celles-ci et demande que les documents soient envoyés à tous les membres des Chambres et non aux seuls membres des commissions, p. 295. — Observation de M. Rongvaux, m. c., qui déclare que le gouvernement a décidé l'envoi des projets à tous les parlementaires, p. 296.

3° Attire l'attention du Bureau du Sénat sur les retards insolites que subit la correspondance des sénateurs, p. 496.

## Motions d'ordre (suite)

**Baron Nothomb.**

**Ann.** — 1° Proteste contre la non-insertion du message du Roi dont il a donné lecture dans son discours de la veille, pp. 877, 878.

2° Attire l'attention du gouvernement sur la situation des populations du Luxembourg, parle du déblocage des fonds en faveur des réfugiés, de la délivrance des timbres de ravitaillement, des suspects évacués, des textiles, p. 72. — Discours de M. Gutt, m. f., qui répond à M. le baron Nothomb, p. 72. — Observation de M. le président au sujet de la portée de la motion d'ordre, p. 72.

3° Fait part au Sénat des résultats qu'il a obtenus au cours d'une conférence chez M. le premier ministre, concernant les sinistrés, et qu'en conséquence il retire temporairement l'interpellation qu'il avait déposée relative aux mesures à prendre en faveur des sinistrés, p. 138.

**Van Dieren.**

**Ann.** — Demande au bureau d'intervenir afin que M. Debeuckelaere, sénateur, puisse remplir son mandat parlementaire, l'intéressé étant encore l'objet de mesures judiciaires, malgré le rejet de la demande de levée de son immunité parlementaire par la commission de la justice du Sénat, p. 153.

**Vinck.**

**Ann.** — Propose de limiter le temps de parole des orateurs à cinq minutes, lors de la discussion des articles du projet de loi complétant les lois de pouvoirs extraordinaires, p. 165.

Musée belge de la guerre mondiale. — V. Guerre.

O

## Occupation allemande de la Belgique.

## ORDONNANCES DE L'AUTORITE OCCUPANTE.

*Projet de loi relatif aux mesures à prendre pour assurer la sauvegarde de tous intérêts auxquels il y aurait lieu de pourvoir en raison de la situation créée par les ordonnances de l'autorité occupante et de la caducité qui en a été prononcée par l'arrêté-loi du 10 janvier 1941, déterminant l'effet des mesures prises par l'occupant et des dispositions prises par le gouvernement.*

**Doc.** — N° 48. Projet du gouvernement.

**Ann.** — Dépôt du projet par M. du Bus de Warnaffe, m. j., p. 386 (17 mai 1945). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

## ARRETES ET ACTES ADMINISTRATIFS DES SECRETAIRES GENERAUX.

*Projet de loi modifiant et complétant l'arrêté-loi du 5 mai 1944 relatif aux arrêtés pris et autres actes administratifs accomplis durant l'occupation ennemie par les secrétaires généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions.*

**Ann.** — Transmis par la Chambre des représentants, le 30 août 1945, p. 676. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Ordonnances de l'autorité occupante. — V. Occupation allemande de la Belgique.

## Organisation judiciaire.

## COUR DE CASSATION.

**Doc.** — N° 24. Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour les places de conseillers vacantes à la dite Cour.

N 101. Idem.

**Ann.** — Listes des candidats proclamés par la Cour de cassation, p. 175.

Scrutins pour la désignation des candidats.

M. Connart est proclamé premier candidat pour la première place, p. 215.

M. Daubresse est proclamé second candidat pour la première place, p. 216.

Observation de M. Catteau, qui propose de ne procéder qu'à un seul scrutin pour la désignation du premier candidat aux 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> places, p. 216. — Assentiment du Sénat.

**Organisation judiciaire (suite)**

- M. Leperre est proclamé premier candidat pour la seconde place, p. 216.  
 M. Bareel est proclamé second candidat pour la seconde place, p. 216.  
 M. Fettweis est proclamé premier candidat pour la troisième place, p. 216.  
 M. Demoulin est proclamé second candidat pour la troisième place, p. 216.  
 M. Smetrijns est proclamé premier candidat pour la quatrième place, p. 217.  
 M. de Clippele est proclamé second candidat pour la quatrième place, p. 217.  
 Liste des candidats présentés par la dite Cour aux places de conseillers vacantes.  
 Ann. — Transmis par M. le procureur général de la Cour de cassation, 29 octobre 1946, p. 881.

**JUSTICE MILITAIRE. — V. Armée. •****P****Pensions.**

- Proposition de loi accordant une pension à M<sup>lle</sup> Janson, fille de M. Paul-Emile Janson et à M<sup>me</sup> Thys, A. J. M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.*  
 Doc. — N° 66. Proposition de M. Flagey.  
 Ann. — Prise en considération et renvoi à la commission des finances, p. 475 (31 juillet 1945).

**Politique du gouvernement.****DECLARATION DU CABINET FORME LE 12-2-45, SOUS LA PRESIDENCE DE M. VAN ACKER.**

- Ann. — Communication de M. le président qui annonce que M. le premier ministre va venir donner lecture de la déclaration gouvernementale et attire déjà l'attention du Sénat sur la fixation de la discussion, p. 90.  
 Discours de M. Van Acker, p. m., qui déclare que son gouvernement est un gouvernement d'union nationale, parle du problème du charbon, de la sécurité sociale et des commissions paritaires, du chômage et du système d'inscription préparatoire à la mise au travail de tous les citoyens, de la mobilisation civile, de la reprise économique, de la répression du freinage de la production : traite de l'assainissement financier, du ravitaillement, de la justice et de la collaboration économique ; justifie la création du ministère des victimes de la guerre, annonce un projet sur les dommages de guerre ; parle de notre effort militaire, de la politique étrangère, du conseil de la résistance et demande la confiance, affirmant que le pays sera gouverné, pp. 90 à 92.  
 Après diverses observations, le Sénat décide de se réunir le vendredi suivant au matin et d'achever la discussion le jour même, pp. 92, 93.  
 Discussion de la déclaration gouvernementale.  
 Discours de MM. le baron Nothomb (qui déclare que son vote dépendra de la réponse à trois questions : concernant les projets Gutt, les sinistrés du Luxembourg et la participation communiste au gouvernement ; parle de la politique étrangère et du « Gaulois ») ; Jauniaux (qui motive la confiance de son groupe au nouveau gouvernement) ; le baron Moyersoen (qui explique la position de la droite vis-à-vis du nouveau gouvernement, examine son programme, notamment au point de vue financier, ravitaillement, classes moyennes, enseignement et déclare que la droite approuve la déclaration gouvernementale tout en laissant la liberté de vote à ses membres) ; Henricot (qui exprime sa confiance dans le gouvernement, examine la déclaration, notamment au point de vue économique et financier) ; Van Remoortel (qui réclame la création du Conseil d'Etat et brosse un tableau de la politique coloniale qu'il attend du gouvernement) ; Loumaye (qui s'attache à examiner la politique financière du gouvernement, principalement en ce qui concerne les projets du gouvernement précédent et les combats) ; Godding (qui regrette que la déclaration gouvernementale ne parle pas de notre Colonie, rappelle sa proposition de loi relative à la déclaration tardive des billets de banque, demande au gouvernement de laisser

**Politique du gouvernement (suite)**

- aux firmes spécialisées les opérations commerciales découlant de l'achat de marchandises par l'Etat) ; Mullie (qui traite de l'agriculture et du ravitaillement et examine divers points à ce sujet et notamment la production agricole, le marché noir, l'approvisionnement en matières premières, etc.) ; Sobry (qui plaide la cause des victimes des inondations en Flandre et parle de la réglementation du ravitaillement), pp. 96 à 109.  
 Discours de M. Rutten (qui se réjouit de voir le nouveau statut des mineurs, annonce une proposition de création d'un conseil supérieur de l'industrie charbonnière et plaide en faveur de l'enseignement technique) ; M<sup>lle</sup> Baers (qui plaide en faveur de la femme ménagère, s'intéresse au sort des femmes de déportés et des sinistrés, et s'élève contre les détentions arbitraires) ; MM. le baron de Dorlodot (qui justifie son attitude vis-à-vis de la participation communiste au gouvernement et motive le vote d'abstention qu'il émettra), pp. 110 à 112.  
 Discussion au sujet de la suite des débats.  
 M. le président fait part de l'ordre du jour déposé par MM. Moyersoen, Vinck et Henricot ; après diverses observations, le Sénat décide d'entendre le ministre des finances avant de se prononcer sur la clôture du débat. — Observations de MM. Spaak, m. a. e., De Boodt, Servais, Carton de Tournai, Hanquet, Dierckx, pp. 112 à 114.  
 Reprise du débat. Discours de M. Eyskens, m. f., (qui brosse un tableau de la politique financière du gouvernement, répond aux orateurs, parlant notamment du déblocage, du dépôt tardif des billets, et annonce le dépôt d'un plan d'ensemble des mesures fiscales), pp. 114 et 115. — Observations de MM. Catteau et Loumaye, p. 115.  
 Suite des débats. Après diverses observations, le Sénat décide de terminer le débat ce jour et de limiter le temps de parole à 10 minutes par orateur, pp. 115, 116.  
 Reprise de la discussion.  
 Discours de M. Guinotte (qui critique la politique financière du gouvernement) ; Gabriel, (qui, par motion d'ordre, déclare renoncer à la parole pour écourter le débat) ; Catteau (qui fait confiance au premier ministre et à son équipe, insiste sur l'importance de la reprise économique, parle du déblocage des fonds, de l'épuration, etc.) ; Harmegnies (qui parle en faveur des communes et des familles des déportés, prisonniers et fusillés) ; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (qui définit sa politique au point de vue épuration et nominations à faire dans la magistrature) ; Orban (qui parle de la question linguistique et affirme l'attachement à la Belgique des Flamands, apporte l'appui des catholiques flamands à l'œuvre d'épuration nécessaire et affirme leur confiance dans le gouvernement) ; Van Dieren (qui justifie son attitude durant l'occupation, parle de la question flamande et traite de notre politique étrangère) ; Bouilly (qui se réjouit de la formation rapide du gouvernement par M. Van Acker, parle des mineurs, de la mobilisation civile, des projets financiers, du ravitaillement et assure le gouvernement de sa confiance) ; J.-J. De Clercq (qui déclare renoncer à son discours pour protester contre la clôture du débat), pp. 116 à 123.  
 Motion d'ordre de M. Carton de Tournai, qui propose la clôture du débat, le Sénat ayant décidé de terminer ce jour, p. 123. — Le Sénat décide d'entendre d'abord une déclaration de M. Spaak, m. a. e., p. 123.  
 Discours de M. Spaak, m. a. e. (qui remercie le Sénat de l'accueil fait au gouvernement, développe brièvement la déclaration gouvernementale, traitant des questions charbonnières, du travail, du ravitaillement, des finances et de l'épuration, et termine en rendant hommage au premier ministre), pp. 123 à 125.  
 Proposition de clôture faite par M. Carton de Tournai : cette proposition est adoptée, p. 125.  
 Vote sur l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Craekaert (qui justifie le vote négatif du groupe des classes moyennes de la droite) ; Catteau (qui situe la portée exacte du vote affirmatif du groupe libéral) ; De Boodt (qui justifie son vote négatif, regrettant l'absence de paroles de la part du gouvernement vis-à-vis des agriculteurs) ; Vanhonsbrouck (qui justifie son vote affirmatif), pp. 125, 126.  
 L'ordre du jour de confiance est adopté par 81 voix contre 20 et 7 abstentions, p. 126 (16 février 1945). — Se sont abstenus : J.-J. De Clercq, baron de Dorlodot, Gilbert, Guinotte, Hanquet, Loumaye et Mullie, p. 126.

**Politique monétaire.** — V. Interpellations au nom de M. Loumaye.

**DECLARATION DU GOUVERNEMENT VAN ACKER, REMANIE LE 2 AOUT 1947 PAR SUITE DE LA DEMISSION DES MINISTRES CATHOLIQUES.**

**Ann.** — Discours de M. Van Acker, p. m., qui affirme la volonté du gouvernement de faire procéder à des élections au mois de mars prochain, de compléter l'œuvre d'assainissement financier; annonce divers projets, sur les inciviques, les dommages de guerre, le statut des prisonniers politiques; parle de l'amélioration de la production charbonnière, des textiles; déclare que le gouvernement entend revenir le plus possible à la liberté du commerce, du ravitaillement, de l'agriculture, qu'il entend associer le monde du travail à la solution des problèmes économiques et sociaux; annonce un nouveau barème des fonctionnaires, parle de l'épuration administrative, de la collaboration économique, de la création d'une commission scolaire paritaire, de la ratification de la charte des Nations unies; déclare qu'il entend défendre la démocratie et compte sur sa majorité pour l'aider dans sa tâche, pp. 490 à 501. — Discussion au sujet de cette déclaration. M. Van Acker, p. m., insiste pour que le Sénat termine cette discussion cette semaine-ci, p. 501. — Sur proposition de M. le président, le Sénat décide d'entamer la discussion le jeudi suivant et de siéger le vendredi toute la journée, pp. 501, 502.

Discussion de la déclaration, à laquelle sont jointes les discussions des interpellations de MM. le baron de Dorlodot sur l'action communiste; Harmegnies sur la situation financière des communes; De Boodt, sur le plan de mobilisation de la récolte pour 1945; Mullie sur la politique agricole du gouvernement; Sobry sur la situation des cultivateurs sinistrés; Pholien, sur le cas du gouverneur du Brabant; P. De Smet, sur la question charbonnière.

Discours de MM. le baron de Dorlodot (qui développe son interpellation sur l'action communiste); Van Roosbroeck (qui développe une interpellation relative à la mise en concordance des lois sur les conseils de prud'hommes et les contrats d'emploi avec les nouveaux barèmes et relative aux jetons de présence des conseils de prud'hommes); le baron Moyersoen (qui présente deux observations au sujet du problème royal, dénonce un incivisme qui se manifeste par la violence et le sabotage du travail, parle de la composition du gouvernement, des dépenses des organismes parastataux, des accords pré-bail, de la création d'une commission scolaire paritaire, de l'enseignement professionnel libre, de la liberté en matière économique, du ravitaillement, des élections, du vote des femmes et déclare que l'opposition de la droite sera constructive); P. De Smet (qui développe son interpellation sur la question charbonnière); Casteau (qui parle de la nouvelle équipe gouvernementale, de la remise au travail, de l'initiative privée, des dommages de guerre, du déblocage, de l'action du ministère des affaires économiques qu'il critique et parle de la collaboration économique); Hanquet (qui reproche au premier ministre son attitude dans le problème royal, parle de la bataille du charbon, du ravitaillement en textile, des dommages de guerre spécialement dans la province de Liège et des lenteurs administratives en ce domaine), pp. 516 à 532. — Observations de MM. Van Acker, p. m., Spaak, m. af. étr., Van Glabbeke, m. i., pp. 523, 524, 525, 531.

Discours de MM. Mullie (qui développe son interpellation sur la politique agricole du gouvernement); Sobry (qui développe son interpellation sur la situation des cultivateurs sinistrés); De Boodt (qui développe son interpellation sur le plan de mobilisation de la récolte pour 1945); Van Eyndonck (qui parle des sinistrés, notamment dans la province d'Anvers, et de la reconstruction des habitations et de la révision des listes électorales); Orban (qui relève deux points de la déclaration gouvernementale: l'incivisme et les néo-fascistes); R. Desmedt (qui parle des mesures financières en liaison avec l'agriculture, du plan de livraison pour 1945, des pommes de terre et des engrais), pp. 535 à 546.

Discours de MM. Houben (qui plaide la cause des classes moyennes, parlant de la liberté de commerce et de licences, de l'organisation professionnelle des métiers et négoce, de la politique des prix, des projets financiers et du déblocage); Pholien (qui développe son interpellation au sujet du remplacement de M. Hérinckx gouverneur du Brabant); Van Glabbeke, m. i. (qui répond à M. Pholien au sujet du changement de gou-

**Politique du gouvernement (suite)**

verneur du Brabant); Van Acker, p. m. (qui répond à M. Orban au sujet de « néo-fascistes », parle de la question royale, des dommages de guerre, des prisonniers politiques et des victimes civiles, de la question scolaire, de l'épuration, de la levée des droits politiques et du vote, de la collaboration économique, des affaires économiques et de la liberté et du rôle de l'Etat en cette matière, du charbon, des textiles, de l'agriculture, de la situation financière et fait appel à l'union de tous), pp. 547 à 567. — Fait personnel de M. Orban au sujet du discours de M. le premier ministre, p. 567.

Discours de MM. L. Bernard (qui parle des barèmes réglant les traitements des agents des services publics); Carton de Tournai (traite de la reprise économique, relève des critiques sur la conduite du Roi et de l'armée en 1940 et sur la politique d'indépendance de la Belgique avant-guerre); Bouilly (parle des communistes, de la question royale, du problème charbonnier, et affirme sa confiance dans le gouvernement), pp. 567 à 573. — M. le président donne lecture d'un ordre du jour de confiance au gouvernement, signé par MM. Van Roosbroeck et Henricot, p. 568. — La discussion est close.

L'ordre du jour de confiance de MM. Van Roosbroeck et Henricot est adopté par 67 voix contre 52 et 1 abstention, p. 574. — S'est abstenu: M. De Bruyne, p. 574.

**GREVES ET PRODUCTION CHARBONNIERE.**

**Ann.** — Discours de M. Van Acker, p. m., qui parle des grèves qui se déclenchent en ce moment et affirme la volonté du gouvernement d'arrêter les fauteurs de grèves; aborde le problème du charbon et déclare que le régime d'exploitation et de subsides doit être revu; parle de la stabilisation des salaires, affirme que le gouvernement veut éviter l'inflation à tout prix et qu'il gagnera la bataille du charbon; traite du ravitaillement, de la politique des prix, de la mobilisation et termine en déclarant que le travail doit être repris, que les meneurs seront arrêtés et que le gouvernement a décrété la mobilisation générale civile pour trois mois, pp. 376 à 378.

**POLITIQUE GENERALE DU GOUVERNEMENT : INTERPELLATIONS.**

**Ann.** — Interpellations de: 1° MM. Pholien, sur les conditions dans lesquelles le gouvernement, au mépris des droits que la Constitution confère aux Chambres, à l'encontre du vote émis le 4 septembre 1945 par la commission de la justice de la Chambre et du Sénat délibérant en commun et surabondamment en violation de la promesse faite par le premier ministre à la tribune du Sénat, s'est permis de prendre un arrêté paru au « *Moniteur* » des 1 et 2 octobre 1945, abusivement qualifié « arrêté-loi » sur l'épuration civique, accomplissant de la sorte, de propos délibéré, un acte à la fois dictatorial et d'allure partisan, alors que son devoir, en raison de la nature et de l'importance du problème traité, était de saisir sans tarder le parlement d'un projet de loi; 2° le baron Nothomb, sur les instructions données à la radio-diffusion nationale belge de ne pas diffuser le message récent de S. M. le Roi et sur la saisie et la suspension du journal « *Le Quotidien* », qui constitue une violation caractérisée de la liberté de la presse; 3° Carton de Tournai, aux fins d'obtenir des renseignements sur les résultats de son voyage aux Etats-Unis et des précisions en ce qui concerne la déclaration qu'il a faite aux journalistes français, jeudi dernier, au sujet du bloc occidental.

**Discussion d'ensemble.**

Discours de MM. Pholien (qui développe son interpellation); Grégoire, m. j. (qui répond à M. Pholien); Van Acker, p. m. (qui répond au dernier message de S. M. le Roi et en réfute les passages principaux), pp. 856 à 864. — Observations de MM. Van Acker, p. m. (au sujet des travailleurs volontaires); le baron Moyersoen, Van Overbergh, pp. 860, 861, 863. — M. le président donne lecture d'un ordre du jour signé par MM. Pholien et le baron Moyersoen, p. 864. — Discours de M. le baron Nothomb (qui développe sa double interpellation et répond au discours du premier ministre au sujet du Roi), pp. 864 à 874. — Observations de MM. Rongvaux, m. c., Van Acker, p. m., Van Glabbeke, le président, Spaak, m. a. é., pp. 865, 866, 868, 869, 870, 872. — Communication de M. le président qui fait part au Sénat qu'il vient de recevoir M. Pirenne, secrétaire de S. M. le Roi, qui lui a remis un document;

## Politique du gouvernement (suite)

déclare qu'il tient à en donner connaissance au premier ministre et qu'il se tiendra ensuite à la disposition des chefs de groupe, p. 874.

Au début de la séance suivante, M. le Président donne lecture de la lettre de M. Pirenne, secrétaire du Roi, p. 876. — Discours de M. Van Acker, p. m. (qui répond à la lettre du secrétaire du Roi et demande au Sénat de remettre la suite du débat à 48 heures), p. 876. — M. le baron Moyersoen demande une suspension de séance afin de permettre aux groupes de délibérer sur la proposition du premier ministre, p. 876. — Assentiment du Sénat.

Reprise de la discussion.

Sont entendus au sujet de la suite des débats : MM. le baron Moyersoen (qui apporte l'accord de la droite à la proposition du premier ministre et insiste pour que connaissance des dossiers soit donnée); Van Acker, p. m. (qui déclare que la remise est demandée afin de permettre des consultations avec les chefs de groupe), pp. 876, 877. — Observations de MM. Spaak, m. a. é., Henricot (proposant de poursuivre le débat le mardi suivant); le baron Moyersoen (appuyant cette proposition); Spaak, m. a. é. (combattant cette proposition et insistant pour le vendredi suivant), p. 877. — La proposition de M. le baron Moyersoen de remettre le débat au mardi suivant est rejetée par 70 voix contre 55, p. 877. — Le débat est donc remis au vendredi.

Motion d'ordre de M. le baron Nothomb au sujet de la non-insertion au « Compte rendu analytique » du message du Roi, dont il a donné lecture dans son discours de la veille, pp. 877, 878.

Motion d'ordre de M. le baron Moyersoen au sujet de la suite des débats. Sont entendus : MM. le baron Moyersoen (qui insiste pour que les débats soient repris); Spaak, m. a. é. (qui estime qu'il faudrait attendre la publication du livre blanc annoncé), p. 882. — Observations de MM. le président, Spaak, m. a. é., le baron Moyersoen, Loumaye, le baron Nothomb, Dierckx, pp. 882 à 884. — Observations de MM. Carton de Tournai et Rongvaux, m. c., au sujet des tables d'écoute, pp. 884, 885. — Après des observations de MM. Houben et Spaak, m. a. é., M. le président propose de reprendre la discussion le samedi après-midi, p. 883. — Une proposition de M. Dierckx demandant le renvoi de la discussion après la publication du livre blanc est rejetée, p. 885. — La proposition de M. le président est adoptée, p. 885. — Une proposition de M. Vermeylen, tendant à siéger le samedi matin, est adoptée, p. 885.

Discours de MM. Cools, Rouse et Brifaut (qui traitent de la question royale), pp. 903 à 915. — Observation de M. le président qui répond à une question de M. Cools, pp. 904, 905. — Discours de MM. Brifaut (qui achève son discours commencé le matin); Loumaye (qui parle des nationalisations bancaires, de la fiscalité, de la collaboration économique, de la mission Kronacker, des registres de commerce, du ravitaillement et des importations); Vermeylen (qui parle de l'arrêté-loi sur l'épuration, de la suspension du « Quotidien », du message du Roi à la radio et de la question royale); Pholien (qui traite de la question royale), pp. 917 à 934. — Observations de MM. Van Acker, p. m., Spaak, m. a. é., pp. 928, 930, 932, 933, 934.

Fait personnel de M. De Bruyne, au sujet d'une déclaration du premier ministre, p. 935.

Rectification au « Compte rendu analytique » de M. le président, au sujet de sa déclaration faite la veille en réponse à une question de M. Cools, p. 936.

Discours de MM. Broeckx (qui parle de la révocation du bourgmestre de Willen et des mineurs); Taillard (qui parle de la question royale et des tailleurs de Binche); Hanquet (qui traite de la question royale), pp. 936 à 941.

Discours de M. Hans, M<sup>lle</sup> Baers (qui traitent de la question royale); Dierckx (sur la question royale); Van Glabbeke, m. i. (qui répond à MM. Broeckx et le baron Nothomb et parle du cas de M. Baels); Ronse (qui répond à M. le ministre de l'intérieur, au sujet du cas de M. Baels); Doutrepoint (au sujet du cas de M. Baels), pp. 945 à 956. — Discours de MM. Spaak, m. a. é. (qui expose la situation du gouvernement vis-à-vis de la question royale et répond aux différents orateurs), pp. 956 à 961 et 962 à 966. — M. le président donne connaissance d'un ordre du jour signé par MM. Vinck, Henricot, Dierckx, Van Belle, Van Eyndonck et Taillard et d'un autre ordre du jour signé par le baron Moyersoen, pp. 961, 962.

## Politique du gouvernement (suite)

Discours de M. le baron Nothomb (qui répond au gouvernement), pp. 967 à 974. — Observations de MM. Van Acker, p. m., Spaak, m. a. é., pp. 968, 969, 972, 973. — Discours de M. Spaak, m. a. é. (qui répond à M. le baron Nothomb), pp. 974 à 977. — Observations de MM. le baron Nothomb, Pholien, le baron de Dorlodot, pp. 975, 976, 977. — M. le président donne lecture d'un nouvel ordre du jour de M. le baron Moyersoen, p. 977. — M. le baron Moyersoen motive son ordre du jour, p. 977. — MM. Dierckx et Vermeylen et le baron de Dorlodot motivent leur vote, pp. 977, 978.

L'ordre du jour de confiance au gouvernement est adopté par 69 voix contre 35 et 1 abstention, p. 978. — S'est abstenu : M. Guinotte, p. 978.

## Pouvoirs spéciaux et extraordinaires.

Projet de loi complétant la loi du 7 septembre 1939, donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires.

Doc. — N° 6. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 7. Rapport de M. Temmerman.

Ann. — Communications de M. le président qui annonce que le Sénat sera saisi incessamment du projet et propose de former immédiatement la commission spéciale qui sera chargée de l'examiner, p. 4. — Assentiment du Sénat.

Transmis par la Chambre des représentants, le 28 novembre 1944, p. 6. — Le projet est renvoyé à la commission spéciale.

## Discussion générale.

Discours de MM. Van Roosbroeck (qui estime le projet injustifié et déclare qu'il s'abstiendra, jugeant que le Parlement doit garder son contrôle mais ne voulant pas lui refuser son appui dans les circonstances présentes); Carton de Tournai (qui critique le projet, estime excessifs les pouvoirs accordés à certains ministres, estime l'expérience des pouvoirs spéciaux peu concluante, parle de la répression, des mesures prises à la S.N.C.F.B., des projets d'impôts et déclare qu'il votera la loi, estimant qu'une crise ministérielle serait trop dangereuse pour le pays); Godding (qui déclare que la gauche libérale n'éprouve aucune sympathie pour le projet, insiste sur le rôle du parlement, estime l'expérience des pouvoirs spéciaux peu concluante, déclare que la gauche libérale votera le projet en égard à la promesse du premier ministre de soumettre les projets aux commissions parlementaires et en égard à la situation politique; parle du ravitaillement, des mesures financières, de l'épuration, de la colonie); Temmerman, rapp. (qui expose dans quel état d'esprit la commission a examiné le projet et demande au Sénat de le voter, malgré son opposition de principe; demande au premier ministre de confirmer que le contrôle parlementaire s'exercera encore par les commissions et que le Parlement conserve son droit d'initiative, et défend un amendement tendant à limiter les pouvoirs spéciaux au gouvernement actuel); Guinotte (qui critique le projet, rappelle les conclusions du centre d'étude pour la réforme de l'état en la matière, et motive le vote d'abstention qu'il émettra); le baron Nothomb (qui déclare qu'il ne votera le projet qu'avec l'amendement de la commission, demande au gouvernement de faire confiance au pays et lui reproche son attitude vis-à-vis de la résistance et de la jeunesse et souligne l'importance de notre politique étrangère); Dierckx (qui déclare que les libéraux ne voteront le projet qu'à la condition de l'approbation des arrêtés-lois par les commissions, estime des abus de pouvoirs, les mesures prises à la S. N. C. F. B. par le ministre des communications et revient sur un incident survenu à la commission spéciale lors de l'examen du projet, à propos de lois sociales); E. Leysen (qui se déclare partisan du projet, demande une amélioration des allocations familiales et parle du problème du charbon); Olyff (qui déclare qu'il votera le projet avec résignation, parle de la formation de l'actuel gouvernement, des élections futures, du ravitaillement, de la franc-maçonnerie, de l'épuration, et spécialement dans le Limbourg, des industries sous l'occupation, des chemins de fer et termine en traitant de la vie difficile des Limbourgeois); Vinck (qui estime que le pays souffre d'un malaise politique, en examine les causes et notamment le fonctionnement du pouvoir exécutif; termine en combattant l'amendement de la commission) pp. 7 à 26. — Observations de MM. le président (au sujet de la suite des débats); J.-J. De Clecq, Doutrepoint, De Schryver, m. c., Pierlot, p. m., pp. 8, 13, 15, 16, 26.

**Pouvoirs spéciaux et extraordinaires (suite)**

Observations de M. le président qui invite les orateurs à être le plus bref possible, p. 27.

Discours de MM. Nihoul (qui s'attache spécialement à l'art. 9 du projet relatif au contrôle en matière de ravitaillement et signale un cas de déblocage de billets en faveur des agriculteurs); P. De Smet (qui critique les principes des pouvoirs extraordinaires, parle des projets d'assurances sociales du gouvernement et motive son vote affirmatif); Harmegnies (qui estime que la machine administrative fonctionne mal, notamment au point de vue ravitaillement, parle en faveur des communes, fait des remarques au sujet des arrêtés financiers et motive son vote affirmatif); Gilbert (qui motive son vote négatif, critique les ministres de Londres et la composition du gouvernement et parle de l'urbanisme et des opérations immobilières); Jauniaux (qui déclare que les socialistes voteront le projet et justifie ce vote); Houben (qui plaide la cause des classes moyennes et annonce qu'il ne votera le projet qu'avec l'amendement de la commission); J.-J. De Clercq (qui examine le projet du point de vue de la classe ouvrière, conteste le principe des pouvoirs extraordinaires, appréhende les projets sociaux du ministre du travail et regrette le vague où il laisse le parlement en cette matière; insiste sur les avantages d'ordre moral que revendique la classe ouvrière et défend l'œuvre des mutualités en Belgique); Van Remoortel (qui motive le vote d'abstention qu'il émettra et attire l'attention du gouvernement et du parlement sur le Congo); R. Desmedt (déclare qu'il hésite à accorder de nouveaux pouvoirs spéciaux, parle du ravitaillement, des livraisons agricoles et attire l'attention sur une injustice dont serait l'objet les agriculteurs ayant toujours livré en temps voulu); Rutten (qui traite de la question sociale, des arrestations et des détentions arbitraires, du ravitaillement en charbon); Moulin (qui déclare qu'il votera le projet sans enthousiasme, parle de la majoration gratuite des rentes de vieillesse, de l'assurance-chômage et des victimes civiles de la guerre); Doutrepoint (qui critique le principe du projet, mais motive le vote affirmatif que le groupe socialiste émettra, parle des projets sociaux, du ravitaillement, de l'épuration); Bouilly (qui se réjouit des projets sociaux du gouvernement et déclare qu'il votera le projet), pp. 27 à 42. — Observations de MM. Van Acker, m. t., Temmerman, rapp., p. 33.

Discours de MM. De Boodt (qui déclare qu'il votera affirmativement si l'amendement de la commission est adopté, parle de l'art. 1 et de la presse, de l'art. 3 et de la répression, de l'art. 6 et des ouvriers agricoles, traite de la Campine et des laiteries); Mullie (qui déclare qu'il présentera ses observations par écrit au ministre du ravitaillement); André (qui motive son vote affirmatif), pp. 43 à 45. — La liste des orateurs étant épuisée et M. le premier ministre devant prendre la parole, mais n'étant pas encore en séance, celle-ci est suspendue en attendant son arrivée, p. 45.

Reprise de la discussion générale.

Discours de M. Pierlot, p. m. (qui déclare que le gouvernement ne demande que les pouvoirs nécessaires et justifie le projet, en renouvelant ses assurances quant à la collaboration entre le gouvernement et les commissions parlementaires; parle des réformes sociales, de l'amendement de la commission et de la durée des pouvoirs spéciaux, indique les réalisations de la politique du gouvernement, traite des mesures prises à la S.N.C.F.B., de notre corps expéditionnaire coloniale, du ravitaillement et de la reprise de l'activité économique, de la politique sociale, des classes moyennes et termine en demandant un vote de confiance et non de résignation); Van Acker, m. t. et p. s. (qui répond aux orateurs précédents et défend les projets sociaux, traite du statut des mineurs, des assurances sociales, pp. 46 à 56. — Observations de MM. Temmerman, rapp., Henricot, Loumave, le président, Godding, J.-J. De Clercq, pp. 47, 48, 49, 50, 51, 54, 55.

La discussion générale est close.

Discussion des articles.

Article 1. Sont entendus : MM. Godding et Pierlot, p. m., au sujet des commissions permanentes parlementaires, pp. 56, 57. — L'art. 1 est adopté, p. 57.

Art. 2. Observations de M<sup>me</sup> Baers au sujet des camps d'internement, p. 57. — L'art. 2 est adopté, p. 57.

Art. 3. Sont entendus : MM. Rolin (au sujet de l'épuration et de la répression) Loumave et Pierlot, p. m. (au sujet des victimes civiles) (au nom de M. Buisseret);

**Pouvoirs spéciaux et extraordinaires (suite)**

Vermeylen (au sujet de la conservation de nos œuvres d'art); Verbaet, m. j. (qui répond à M<sup>me</sup> Baers, MM. Rolin, Vermeylen, ainsi qu'à une question de M. Olyff), pp. 57 à 60. — L'art. 3 est adopté, p. 60.

Art. 4. Adopté sans observations, p. 60.

Art. 5. Observations de MM. Doutrepoint et Ronse, m. t., au sujet des commissions d'assistance publique, p. 60. — L'art. 5 est adopté, p. 60.

Art. 6. Sont entendus : M. Neels (au sujet des pêcheurs); M<sup>me</sup> Baers (au sujet des femmes ménagères, des déportés et des sinistrés); Gabriel (au sujet des versements pour la pension); Van Acker, m. t. (qui répond aux observations), pp. 60 à 62. — L'art. 6 est adopté, p. 62.

Art. 7. Observations de MM. Harmegnies, Ronse, m. i., Vos, m. t. p., au sujet de la situation financière des communes et des déportés, p. 62. — L'art. 7 est adopté.

Art. 8, 9, 10, 11, 12 et 13. Adoptés, pp. 62, 63.

Amendement de la commission. Discours de M. Pholien, qui expose les raisons pour lesquelles l'amendement fut présenté et celles pour lesquelles les différents signataires s'abstiendront et présente des observations au sujet de la répression, pp. 63, 64. — Observations de M. Pierlot, p. m., et le baron Moyersoen, p. 64. — L'amendement n'est pas adopté, p. 64. — Observations de MM. le baron Moyersoen (qui justifie le vote affirmatif de la droite); le président (qui rend hommage au rapporteur), pp. 64, 65.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix contre 5 et 7 abstentions, p. 66. (7 décembre 1944). — Se sont abstenus : MM. Bernard (R.), Claus, Guinotte, Houben, Logen, Loumave et Van Roosbroeck, p. 66. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

*Projet de loi complétant les lois coordonnées du 7 septembre 1939 et du 14 décembre 1944 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires.*

Doc. — N° 14. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 17. Rapport de M. Orban.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 28 février 1945, p. 129. — Le projet est renvoyé à la commission spéciale.

Discussion générale.

Discours de MM. Orban, rapp. (qui parle de la question du ravitaillement et des moyens envisagés pour la résoudre, examine ensuite le projet du point de vue constitutionnel, estime qu'il porte gravement atteinte à la liberté individuelle en empiétant sur les prérogatives judiciaires, s'attache à démontrer son caractère inconstitutionnel, justifiant son amendement approuvé par la commission); Doutrepoint (qui déclare approuver le projet, estimant que le pays est encore en guerre et que la constitution n'a pas prévu la guerre et déclare que son groupe ne votera pas l'amendement); Hanquet (qui affirme que la droite est aux côtés du gouvernement pour l'aider dans sa tâche, mais estime le projet inconstitutionnel et défend l'amendement Orban), pp. 130 à 137.

Discours de MM. Sobry (qui parle du contrôle et de la répression de la fraude en matière de ravitaillement, combat le projet de procédure administrative et plaide en faveur de la classe paysanne); Guinotte (qui combat le projet qu'il juge inconstitutionnel); Dierckx (qui explique les différents amendements déposés et justifie le texte proposé par la commission), pp. 139 à 142.

Observations au sujet de la suite des débats. Le Sénat décide de ne pas procéder au vote ce jour et de continuer la discussion le lendemain après-midi, pp. 142, 143.

Reprise de la discussion générale.

Discours de MM. Godding (qui déclare qu'il votera le projet, critique l'amendement Orban en demandant la création du conseil d'état); Rolin (qui rencontre l'objection de la droite au sujet des mesures administratives, examine le texte voté par la Chambre et justifie l'amendement qu'il propose); Nihoul (qui plaide la cause de l'agriculture, demandant que le contrôle s'y fasse à bon escient); De Boodt (qui demande qu'on reconnaisse d'abord les droits des agriculteurs et parle en leur faveur); Coulonvaux (qui combat le projet qu'il juge inconstitutionnel et justifie l'amendement de la commission); Van Remoortel (qui justifie son sous-amendement à l'amendement Rolin); le baron de Dordot (qui signale une différence de texte entre celui

## Pouvoirs spéciaux et extraordinaires (suite)

du projet soumis en commission et celui paru au « Moniteur », projet tendant à mettre fin aux mandats des conseillers provinciaux et communaux; Gob (qui attire l'attention du gouvernement sur les cantons de l'est et propose la création d'un conseil spécial); Van Glabbeke, m. i. (qui répond à M. Gob); le baron Orban de Xivry (qui tient à rendre hommage à l'esprit de charité des populations ardennaises, dénonce certains agissements du contrôle envers les cultivateurs et appuie l'amendement Orban), pp. 143 à 153. — Observations de MM. Orban, baron de Dorlodot, Dierckx, Van Glabbeke, m. i., pp. 144, 145, 146, 148.

Discours de M. le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (qui répond aux critiques d'ordre juridique adressées au projet et justifie celui-ci), pp. 156 à 158. — Observation de M. le président au sujet de la suite des débats, p. 153.

Discours de MM. Dierckx (qui insiste encore sur l'amendement de la commission, parle du ravitaillement, des salaires, du charbon); Van Acker, p. m. (qui parle des salaires, du charbon et de sa livraison, rejette l'amendement de la commission, l'estimant néfaste pour le ravitaillement et explique quelles sont les intentions du gouvernement en cette matière); Godding (qui appuie le texte du gouvernement), pp. 158 à 162. — La discussion générale est close.

## Discussion des articles.

Art. 1. litt. a). Adopté sans observation, p. 163. Litt. b) et c) et amendements de la commission, de M. Rolin, sous-amendé par M. Van Remoortel. Sont entendus: MM. le baron Moyersoen (qui déclare que la droite approuve le but poursuivi par le gouvernement, mais votera l'amendement de la commission), p. 164. — Motion d'ordre de M. Vinck, proposant de limiter à cinq minutes le temps de parole des orateurs, p. 165. — Assentiment du Sénat. — Reprise de la discussion de l'art. 1. Sont entendus: MM. Carton de Tournai (qui parle du littéra c) et insiste sur l'amendement de la commission); Crokaert (qui rejette la thèse avancée par certains orateurs en faveur du projet, concernant la fermeture d'établissements); Rolin (qui justifie son amendement); Orban, rapp. (qui demande un éclaircissement à M. Rolin); Van Remoortel (qui demande à M. Rolin s'il accepte son sous-amendement), pp. 165, 166. — L'amendement de la commission est adopté par 66 voix contre 63 et 1 abstention, p. 167 (7 mars 1945). — S'est abstenu: M. Carton de Tournai. — Est entendu: M. Van Acker, p. m. qui déclare que devant le vote du Sénat, le gouvernement retire le projet de loi, estimant qu'il ne serait plus d'aucune utilité par suite de l'amendement y apporté), p. 167.

Rectification au « Compte rendu analytique » par M. Olyff, au sujet des réactions dans la salle à la suite du discours de MM. Van Acker et Godding, p. 178.

*Projet de loi donnant au Roi, pour une durée limitée, des pouvoirs extraordinaires.*

Doc. — N° 28. Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 14 mars 1945; p. 189. — Le projet est renvoyé à la commission spéciale.

## Discussion générale.

Discours de MM. le baron Moyersoen (qui reproche au premier ministre ses paroles à la radio vis-à-vis de la droite et du Sénat à la suite du vote de l'amendement au projet précédent de pouvoirs extraordinaires); Van Acker, p. m. (qui répond à M. le baron Moyersoen et affirme la volonté du gouvernement de combattre le marché noir); Rolin, rapp. (qui examine les lois de pouvoirs extraordinaires de 1939 et 1944, estime que le nouveau projet n'y ajoute rien mais est plus explicite quant aux pouvoirs demandés; traite de l'épuration, de la privation des droits civils et politiques et estime qu'il faudrait nuancer cette peine, de la question des droits de la défense); Loumaye (qui revient sur le débat sur le projet précédent, et reproche au premier ministre ses propos vis-à-vis de la Haute Assemblée); Van Remoortel (qui justifie l'adhésion de son groupe au projet, rappelle la nécessité d'un Conseil d'Etat et de légiférer pour les colonies); Pholien (qui explique l'attitude de la droite lors du débat précédent, relève les paroles du premier ministre à cet égard, parle du nombre de procès-verbaux, déclare que la droite votera le projet, et traite de la répression); Henricot (déclare que le groupe libéral votera le projet, examine le problème du coût de la vie et des salaires payés par les

## Pouvoirs spéciaux et extraordinaires (suite)

forces alliées) pp. 180 à 187. — Observations de MM. Van Acker, p. m., Van Glabbeke, m. i., pp. 184, 186. — Observation de M. le président qui déclare qu'il a reçu des demandes de limitation du temps de parole, mais qu'il préfère faire appel à la sagesse de l'assemblée, p. 188.

Discours de MM. Dierckx (qui souligne la différence entre le vote émis la semaine dernière et celui qui sera émis ce jour, et apporte l'adhésion au projet du groupe libéral); Coulonvaux (qui s'attache d'abord à mettre au point sa pensée sur ce débat comparé à celui de la semaine précédente, définit la notion de nécessité de pouvoirs spéciaux et estime le projet justifié par cette notion, parle des administrations, du pouvoir judiciaire et affirme sa confiance dans le gouvernement); Gilbert (qui apporte son adhésion au projet); baron de Dorlodot (qui justifie son vote affirmatif tout en estimant que seules les importations amélioreront le ravitaillement et parle de la question du charbon); Fobe (qui fait certaines réserves aux pouvoirs demandés); De Boodt (qui attire l'attention du gouvernement sur le problème agricole et traite de la répression); J.-J. De Clercq (qui justifie son vote affirmatif); Pierlot (qui répond à une affirmation de M. Fobe concernant une nomination à la Banque Nationale), pp. 190 à 195. — Observations de MM. Van Acker, p. m., pp. 192, 193. — La discussion générale est close.

## Discussion des articles.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 196.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 196 (16 mars 1945). — Se sont abstenus: MM. Van Dieren et Guinotte. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

## CONFIRMATION D'ARRETES ROYAUX PRIS EN VERTU DE LA LOI DE POUVOIRS SPECIAUX.

*Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937.*

Doc. — N° 43. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants et renvoyé à une commission spéciale, p. 343.

Presse. — V. Interpellations: 1<sup>o</sup> M. le baron Nothomb; 2<sup>o</sup> M. Gilbert.

## Président.

Ann. — M. Gillon est réélu par acclamations président du Sénat, p. 2.

MM. Vinck, Leyniers et Mullie sont réélus respectivement, premier, deuxième et troisième vice-présidents du Sénat, p. 2.

M. Gillon prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, pp. 2, 3.

Projet de loi complétant la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires. Discussion générale. Observations au sujet des débats, pp. 8, 16, 26. — Observations au sujet des interruptions, p. 49. — A la fin de la discussion des articles, rend hommage au rapporteur du projet, p. 65.

Demande de levée de l'immunité parlementaire concernant M. Bologne. Observation: Exprime ses regrets pour les faits mis à charge du bourgmestre de Liège et lui exprime sa sympathie, p. 73.

Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1945. Discussion générale. Observation au sujet des débats, M. le baron Moyersoen voulant interroger le gouvernement au sujet de l'achat de locomotives aux Etats-Unis par le gouvernement belge, p. 81.

Observation au sujet des débats: Exprime son mécontentement au sujet des membres qui posent des questions aux ministres au cours des séances et qui demandent des réponses immédiates, p. 82.

Offensive allemande de décembre 1944. Discours. Associe le Sénat aux paroles prononcées à la Chambre par le chef du gouvernement, affirme sa confiance dans l'issue de la lutte et exprime ses sentiments de compassion pour les populations envahies, p. 71.

Au cours de la séance du 14 février, se réjouit de voir l'envahisseur à nouveau chassé de notre territoire, s'incline devant le martyr de nos populations et témoigne sa sympathie particulière à un membre du Sénat, le baron Orban de Xivry, p. 89.

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 7 septembre 1939 et du 14 décembre 1944 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires. Discussion générale. Observation au sujet de la suite des débats, p. 158.

## Président (suite)

- A l'occasion du jubilé de cinquante ans de fonctions de M. Humblot, directeur des « Annales parlementaires » du Sénat, prononce une allocution, pp. 174, 175.
- Fixation de l'ordre du jour : semaine du 13 mars : Propose au Sénat de discuter le nouveau projet de pouvoirs extraordinaires le vendredi suivant, p. 177. — M. Loumaye protestant contre des paroles de M. Vinck, concernant les débats précédents sur les pouvoirs spéciaux, affirme le droit du Sénat de discuter et d'amender les projets de loi et souligne la nécessité d'une cohésion nationale absolue vis-à-vis de l'étranger et de l'intérieur, p. 178.
- Projet de loi donnant au Roi, pour une durée limitée des pouvoirs extraordinaires. Discussion générale. Déclare qu'il a reçu des demandes de limitation du temps de parole, mais qu'il préfère faire appel à la sagesse de l'assemblée, p. 188.
- Cas de M. Van Dieren. Interpellation de M. Olyff sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour empêcher la trahison de continuer à empoisonner le pays. M. Van Dieren prononçant un discours pour répondre aux paroles de M. Olyff à son adresse, prie l'assemblée de garder tout son calme et de laisser M. Van Dieren exposer ce qu'il a à dire pour sa défense ; fait remarquer la position délicate qu'il occupe dans ce débat, situe exactement le texte et la portée de la décision du bureau de Sénat vis-à-vis de M. Van Dieren, pp. 198, 201, 202, 203, 204. — Fait part au Sénat des délibérations du bureau au sujet du cas de M. Van Dieren et de la proposition faite par M. Pierlot de modifier le règlement afin de pouvoir empêcher un membre indigne de siéger ; déclare que le bureau du Sénat l'avait chargé de trouver une solution qui satisfasse tout le monde ; rend compte de l'entrevue qu'il a eue ensuite avec M. Van Dieren et que celui-ci, tout en affirmant qu'il n'a eu aucune activité antipatriotique sous l'occupation, a accepté de ne plus venir aux séances du Sénat ou aux réunions de commissions, sauf toutefois le cas où il serait directement mis en cause, et donne lecture d'une lettre de M. Van Dieren confirmant cet accord, pp. 226, 227.
- Interpellation de M. Missiaen sur la situation de l'enseignement primaire. Discussion. Observation. Propose au Sénat de déroger au règlement concernant les interpellations vu le caractère particulier de celle-ci, pp. 212, 214. — A la fin du débat, fait une observation pour souligner la dignité et la sérénité dans lesquelles il s'est déroulé, p. 223.
- Fait part au Sénat du décès de M. Lloyd George et rappelle la part qu'il a prise dans la victoire de 1918, p. 226.
- Interpellations jointes de MM. Missiaen et le baron de Dorlodot au sujet de l'épuration. Discussion. Faits personnels de M. Doutrepont et de M. Olyff au sujet d'imputations. Observations à ce sujet, p. 275.
- Mort du président Roosevelt. Prononce une allocution, rendant hommage à la mémoire du grand disparu, pp. 281, 283.
- Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. De Lille. Observation. Fixe la procédure à suivre pour la suite des débats, le Sénat devant se prononcer tout d'abord sur la motion requérant la mise en liberté de M. De Lille, puis sur la proposition d'ajournement du débat sur le fond de la question, p. 292. — Proposition d'ajournement. Observation, pp. 292, 293.
- Dans une communication, donne lecture d'une lettre de protestation émanant du comité de défense patriotique devant les conseils de guerre allemands, à propos d'une observation de M. Rombaut sur les avocats ayant plaidé devant les tribunaux allemands ; et fait la mise au point de l'incident, p. 293.
- Décès du comte André de Kerchove de Denterghem. Rend hommage à la mémoire du défunt, ancien sénateur, ambassadeur de Belgique, et souligne son action à Lisbonne, où il créa une office de secours destiné à
- Retour au pays de membres du Sénat. Discours. Déclare se réjouir d'avoir appris le retour proche des sénateurs MM. Diriken et Renard ainsi que des anciens sénateurs MM. Soudan et François ; stigmatise les crimes allemands et réclame le châtimement impitoyable des coupables et d'un peuple qui ne montre encore aucun signe de repentir, p. 299.
- Retour de M. Diriken, questeur du Sénat. Salue la rentrée de M. Diriken au Sénat, p. 314.

## Président (suite)

- Cessation des hostilités en Europe. Donne lecture au Sénat du télégramme que le bureau a envoyé à S. M. le Roi à l'occasion de sa libération ; salue la libération de la Hollande, de la Norvège, du Danemark, de l'Autriche et de la Pologne, se réjouit de la fin des hostilités en Europe qui affirme le triomphe du droit et de la justice, pp. 329 à 331.
- Réception de M. Marius Renard. — Prononce un discours à cette occasion, pp. 337, 338.
- Interpellation de M. Pholien au sujet des désordres qui ont lieu dans le pays sous prétexte de réprimer l'incivisme. Discussion. Observation au sujet des interruptions, pp. 379, 380.
- Décès de M. Vanderpoorten. Discours, pp. 393, 394.
- Réunion des commissions permanentes. Au cours de la séance du 29 mai, une commission étant convoquée ce jour à 14 h. 30, rappelle les nouvelles prescriptions réglementaires concernant les réunions des commissions permanentes qui ne peuvent se réunir pendant les séances publiques et attire l'attention du Sénat sur cette disposition, p. 393.
- Projet de loi tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Lecture de la lettre de S. M. le Roi au Prince-Régent par M. Van Acker, p. m. Fait appel au calme de l'assemblée et propose de remettre tout débat jusqu'à ce que la Chambre ait terminé l'examen du projet, pp. 455, 456.
- Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Van Dieren. Discussion. Observation. Fixe la portée exacte du débat et demande à M. Van Dieren de terminer son exposé, p. 506.
- Cessation des hostilités en Extrême-Orient. A cet occasion, prononce une allocution, pp. 576 à 578.
- Interpellation de M. Doutrepont au sujet de la commission de M. De Maesseneers. Discussion. Observation au sujet de MM. De Maesseneers et D'Haese, dont le cas est soulevé par M. Doutrepont, p. 597.
- Nominations de trois membres du Sénat comme ministres d'Etat. Allocution, p. 677.
- Interpellations. Fait des observations au sujet du trop grand nombre d'interpellations introduites au Sénat et pour lesquelles les auteurs réclament le bénéfice de l'urgence, p. 833.
- Motion d'ordre de M. Bouilly, protestant contre le fait que le Parlement n'a pas eu l'occasion de manifester sa sympathie au général de Gaulle lors de sa visite à Bruxelles. Déclare qu'il a adressé une lettre à ce sujet au premier ministre, p. 856.
- Débat sur la politique générale du gouvernement et interpellations de MM. Pholien, le baron Nothomb et Carton de Tournai. Discussion d'ensemble. Observations, p. 868. — Fait part au Sénat de ce qu'il vient de recevoir M. Pirenne, secrétaire du Roi, qui lui a remis un document, déclare qu'il tient à en donner connaissance au premier ministre et qu'il se tiendra ensuite à la disposition des chefs de groupe, p. 874. Au début de la séance suivante, donne lecture de la lettre de M. Pirenne, secrétaire du Roi, pp. 875, 876. Motion d'ordre de M. le baron Moyersoen au sujet de la suite des débats. Observations, pp. 882, 884. — Propose au Sénat de poursuivre le débat le samedi suivant, p. 885. Observations. Répond à une question de M. Cools le mettant en cause à propos de la question royale, pp. 904, 905. — Fait une rectification au « Compte rendu analytique » au sujet de cette déclaration, p. 936.
- Prisons.
- ENQUETE.
- Proposition d'institution d'une commission d'enquête sur l'application de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918 et sur la situation morale et matérielle dans les prisons et les camps d'internement.
- Doc. N° 78. Proposition de M. le baron Moyersoen. N° 95. Rapport de M. Rolin.
- Ann. — Dépôt sur le bureau du Sénat, p. 603 (23 août 1945). — Prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 632 (29 août 1945).
- Discussion générale.
- Discours de MM. Orban (qui justifie la proposition et parle de situations et de faits portés à sa connaissance et qui se sont passés dans certains centres et prisons), pp. 810 à 824.

**Prisons (suite)**

Discours de MM. Rolin (qui répond à M. Orban, combattant la proposition); Vergeylen (qui réfute certains faits avancés par M. Orban); le baron Moyersoën (qui appuie la proposition de loi); Orban (qui fait une rectification à son discours de la veille); Grégoire, m. j. (qui réfute les faits avancés par M. Orban sur la situation dans les prisons et camps d'internement), pp. 834 à 841. — Les conclusions du rapport tendant au rejet de la proposition sont adoptées par 73 voix contre 43, p. 841 (9 octobre 1945).

**Professions.****EXPERTS COMPTABLES.**

*Proposition de loi tendant à la création d'un institut national d'experts comptables.*

*Ann.* — Par motion d'ordre, M. Demets rappelle cette proposition de loi déposée par lui en 1938 et demande au ministre de hâter son examen par l'Office de l'enseignement technique, p. 327. — M. Buisseret, m. i. n., déclare que cette proposition sera examinée d'urgence par le dit office, p. 327.

**MÉTIERS ET NEGOCES.**

*Proposition de loi sur l'organisation professionnelle des métiers et des négoces.*

*Ann.* — Prise en considération et renvoi à la commission des affaires économiques, p. 394 (29 mai 1945).

Dépôt du rapport par M. Houben, p. 844 (9 octobre 1945).

**VOYAGEURS DE COMMERCE.**

*Proposition de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.*

*Doc. N° 27. Rapport de M. Roland.*

N° 36. Rapport complémentaire de M. Roland.

*Ann.* Dépôt du rapport par M. Roland, p. 176 (13 mars 1945).

Discussion générale.

Observation de M. Mertens qui propose que le texte de la commission soit pris comme base des débats, p. 246.

— La discussion générale est close.

Discussion des articles.

Articles 1 à 5. Adoptés sans observations, pp. 246, 247.

Art. 6. Est entendu : M. Moulin (qui attire l'attention du gouvernement sur les pensionnés qui veulent devenir voyageurs de commerce), p. 247. — L'article 6 est adopté, p. 247.

Ar. 7, 8, 9. Adoptés sans observations, p. 247.

Art. 10, par. 3. Sont entendus : MM. Mertens (qui justifie un amendement qu'il dépose); Roland, rapp. (qui appuie l'amendement), p. 248. — Le par. 3, ainsi amendé, est adopté, p. 248. — Amendement de M. Mertens, ajoutant un 4°. Observation de M. Roland, rapp. (qui appuie l'amendement), p. 248. — L'amendement est adopté, p. 248. — Observation de M<sup>lle</sup> Baers (qui demande le renvoi du projet en commission), p. 248. — Le projet est renvoyé en commission, p. 248.

Reprise de la discussion des articles.

Art. 10 et amendement de la commission. Adoptés, p. 294.

— Art. 10bis nouveau. Adopté, p. 294. — Art. 11

amendé par la commission. Adopté, p. 294. — Art. 12

nouveau, proposé par la commission. Adopté, p. 294.

Les articles amendés ou nouveaux sont définitivement adoptés, p. 294.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 295. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants (18 avril 1945).

**Ravitaillement.** — V. Interpellations aux noms de : 1° MM. Desmedt, R.; 2° Sobry; 3° Bernard, L.

**Règlement du Sénat.** — V. Chambres législatives - Sénat.

**Régistre de commerce.** — V. Interpellations aux noms de : 1° MM. Houben et Servais; 2° Moulin et Harmegnies.

**Responsabilité des communes.** — V. Droit civil.

**Roi et famille royale.**

V. aussi : 1° Droit constitutionnel; 2° Politique du gouvernement; 3° Pouvoirs spéciaux.

**MESSAGE DU ROI.**

*Doc. N° 59. Message du Roi.*

**Roosevelt (Franklin).**

*Ann.* — Hommage à la mémoire de M. Fr. Roosevelt, président des États-Unis d'Amérique. Allocation de M. le président qui rend hommage au grand disparu, pp. 281 à 283. — M. Vos, m. t. p., associe le gouvernement aux paroles du président du Sénat, pp. 283, 284. — La séance du jour est levée en signe de deuil, p. 284.

**S****Santé publique.** — V. Hygiène.

**Sauvegarde des intérêts des citoyens.** — V. Occupation allemande de la Belgique : Ordonnances de l'autorité occupante.

**Sécurité publique (Crimes et délits contre).** — V. Droit pénal

**Successions.** — V. Droit civil.

**Sûreté de l'Etat (Crimes et délits contre).** — V. Droit pénal.

**Société nationale des habitations à bon marché.**

*Bilans et rapports des conseils d'administration pour les exercices sociaux 1939 à 1943.*

*Ann.* — Transmis par M. le ministre des finances, p. 174.

**Société nationale de la petite propriété terrienne.**

*Rapport du conseil d'administration de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne pour l'exercice 1944.*

*Ann.* — Transmis par M. le ministre des finances, p. 392.

**T****Télégraphes et téléphones.****REGIE.**

*Comptes industriels de la régie des T. T. pour les exercices 1939 à 1943.*

*Ann.* — Dépôt du rapport par M. Rongvaux, m. c., p. 156.

**REGIE.**

*Comptes de prévisions.* — *Projet de loi relatif aux comptes de prévisions de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1945.*

*Doc.* — N° 60. Rapport de M. Bouilly.

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants le 2 mai 1945, p. 334. — Le projet est renvoyé à la commission des P. T. T., p. 334.

**Discussion générale.**

Discours de M. Bouilly, rapporteur (qui rend hommage au personnel de la régie pour sa conduite sous l'occupation, parle du barème des ingénieurs et développe quelques observations de son rapport); Gabriel (qui parle de l'accès des aveugles et sourds-muets dans les services publics et demande de voir doubler l'allocation familiale des orphelins); Roland (qui parle de la récupération d'appareils en Allemagne); Rongvaux, m. c. (qui répond aux orateurs); le baron Orban de Xivry (qui plaide la cause des Ardennes); Rongvaux, m. c. (qui répond à M. le baron Orban de Xivry), pp. 585 à 587. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 587. — L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 32, p. 594. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent (21 août 1945).

*Bilan et compte de profits et pertes de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1944.*

*Ann.* — Dépôt par M. Rongvaux, m. c., p. 886 (7 novembre 1945).

## Transports.

## CHEMINS DE FER.

*Jonction Nord-Midi.* — 10<sup>e</sup> rapport annuel sur l'activité de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi.

*Ann.* — Transmis par M. le ministre des communications, p. 7.

*Jonction Nord-Midi.* — *Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1945.*

*Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 27 décembre 1945, p. 70. — Le projet est renvoyé à la Commission des transports.

épôt et lecture du rapport, en français, par M. Roland, p. 78 (28 décembre 1945). — M. Doutrepoint donne lecture du texte flamand du rapport, pp. 78, 79

discussion générale.

Discours de MM. Henricot (qui estime qu'il y a des travaux qui ont une priorité certaine sur ceux de la jonction et traité de l'achat de locomotives aux Etats-Unis); M. Pierlot, p. m. (qui déclare que toujours l'intérêt général prévaudra et que les travaux de la jonction ne seront continués que selon ce principe); Vinck (qui souhaite que les travaux de la jonction puissent se terminer le plus vite possible, tout en approuvant les paroles du premier ministre); Servais qui appuie les paroles de M. Henricot); Loumaye (qui estime que la jonction est le dernier travail à faire et critique l'achat de locomotives aux Etats-Unis); Pierlot, p. m. (qui estime que c'est une question de priorité et d'urgence qui se pose pour l'achèvement de la jonction); Roland, rapp. (qui appuie les paroles du premier ministre); Casteau (qui demande de ne pas exproprier les gens avant le moment où il faudra entreprendre la démolition des immeubles), pp. 78 à 81. — M. le baron Moyer-soen interrogeant le gouvernement au sujet de la commande de 300 locomotives aux Etats-Unis, M. le président rappelle que cet objet n'est pas à l'ordre du jour et fait remarquer qu'il sort de l'objet en discussion, p. 81.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 81.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 19, p. 82 (28 décembre 1944).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

## S.N.C.F.B.

*Ann.* — M. le président fait part au Sénat de ce que les mandats de trois commissaires à la Société nationale viennent à expiration le 31 décembre prochain et qu'il y a donc lieu à pourvoir à ces vacances, et propose au Sénat de procéder à ces désignations au cours d'une prochaine séance, p. 71.

Nomination de trois commissaires à la S.N.C.F.B. MM. Briboșia, Ilias et Thielemans sont proclamés commissaires à la S.N.C.F.B., p. 177.

## Travail.

## AUXILIAIRE ET ASSISTANT SOCIAL.

*Proposition de loi sur la protection du titre d'auxiliaire ou d'assistant social.*

*Ann.* — Rapporteur : M. Rombaut.

Discussion générale.

Discours de MM. Rombaut, rapp. (qui appuie la proposition et parle de la question du secret professionnel); M<sup>lle</sup> Baers (qui appuie la proposition); Rolin (qui parle du secret professionnel), pp. 248 à 250. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 250, 251. L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 264 (28 mars 1945). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

## V

Ventes à tempérament. — V. Droit commercial.

Voyageurs de commerce. — V. Professions.